

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2382

7 décembre 2009

SOMMAIRE

1. Sicav	114318	Les Bovins du Nord (Nordvieh) Sàrl	114315
Alpha 55 S.A.	114313	Lux Concassage Sàrl	114333
ALPHARMA (Luxembourg) S.à.r.l.	114317	Maciotto International	114290
Assist Europe SA	114315	Malu Enterprises SA.	114292
Auto-Moto Ecole Bruno S.à r.l.	114312	Manu Concassage S.à.r.l.	114333
Bisquit S.A.	114292	Marchal S.à r.l.	114293
Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l.	114311	MEP S.à r.l.	114294
Breger Frères et Fils	114312	NKCS S.A.	114291
Brooklyn Bridge Company S.A.	114314	Odouce S.à r.l.	114312
CB Richard Ellis Investors DR Co-Invest S.à r.l.	114311	Ondatec S.à.r.l.	114291
Collections Sculptures et Peintures	114336	Outbox	114315
Conifer Holdings S.A.	114290	Pala Investments (Luxembourg) II S.à r.l.	114312
Dalgarno S.A.	114316	Peinture KUHN S.à r.l.	114291
Dectra S.à r.l.	114293	Perform S.A.	114290
Delvino S.A.	114317	P.H.I.P. International Sàrl	114332
Dental Art Dos Santos s.à r.l.	114336	Piocheur Luxembourg S.A.	114292
DF Real Estate S.A.	114314	Principe SA	114311
Electrofina S.A.	114317	RM Décor S.à r.l.	114292
Europa OCG S.à r.l.	114312	Scherf S.à r.l.	114336
Fiesta S.A.	114291	Summa Energy S.A.	114292
Financière Crozet S.A.	114313	Tandem 2 Sàrl	114291
Futsal Club Sparta Esch	114333	Taronga S.A.	114293
Hifi-Participations	114290	Transports Felten Sàrl unipers.	114336
Holdess Holding S.A.	114313	T.S. Lux S.A.	114290
Iceland Global Shipping 2 S.à r.l.	114316	Turf Capital S.A.	114314
Iceland Global Water 2 S.à r.l.	114316	United Grain and Oil Holding S.A.	114293
Jabepka S.à r.l.	114315	Unitex Investment Corporation S.A.	114311
Kordall Immobilien S.A.	114333	Weiland-Bau Sàrl	114316
		Wood Architecture & Design S.A.	114293

Maciotto International, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 83.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145617/10.

(090175842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Perform S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 76.182.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145622/10.

(090175855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

T.S. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4385 Ehlerange, Zare Ilôt Est.

R.C.S. Luxembourg B 46.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour T.S. LUX SA
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2009145661/12.

(090176145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Hifi-Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 42.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145655/10.

(090175919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Conifer Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CONIFER HOLDING S.A.
Signature / Signature
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009145662/12.

(090176148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

NKCS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 100, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 115.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145648/10.

(090175822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Tandem 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 19, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 95.298.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TANDEM 2 SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2009145654/12.

(090176141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Peinture KUHN S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3832 Schifflange, 13, rue Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 70.002.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Peinture KUHN S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures

Référence de publication: 2009145663/12.

(090176119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Fiesta S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.927.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2009145664/10.

(090176149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Ondatec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4112 Esch-sur-Alzette, 12, place de l'Europe.
R.C.S. Luxembourg B 140.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145647/10.

(090175820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Summa Energy S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 128.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145627/10.

(090175865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Bisquit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 59.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145640/10.

(090175812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Piocheur Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 20, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 33.783.

Les comptes annuels au 26 janvier 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour PIOCHEUR LUXEMBOURG S.A.
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures*

Référence de publication: 2009145665/12.

(090176121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Malu Enterprises SA., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 67.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145645/10.

(090175819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

RM Décor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1338 Luxembourg, 22, rue du Cimetière.
R.C.S. Luxembourg B 123.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour RM DECOR SARL
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signatures*

Référence de publication: 2009145666/12.

(090176123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Dectra S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 76.700.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145643/10.

(090175815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

United Grain and Oil Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-7243 Bereldange, 22, rue du X Octobre.

R.C.S. Luxembourg B 55.270.

Les comptes annuels au 30 juin 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145644/10.

(090175817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Marchal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5401 Ahn, 1, rue de la Résistance.

R.C.S. Luxembourg B 129.737.

Les comptes annuels au 31/12/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16/11/2009.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2009145668/13.

(090175931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Wood Architecture & Design S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 143.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145685/10.

(090175827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Taronga S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 96.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009145687/10.

(090176178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

MEP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.985.400,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 107.163.

—
RECTIFICATIF

In the year two thousand and nine, on the twenty-first of September.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. Permira Europe II L.P. 1, a limited partnership formed under the laws of England, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, Channel Islands, acting by its general partner Permira Europe II Managers L.P., acting by its general partner Permira (Europe) Limited, here represented by Severine Michel, private employee, with professional address at 282 route de Longwy, L-1940 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

2. Permira Europe II L.P. 2, a limited partnership formed under the laws of England, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, Channel Islands, acting by its general partner Permira Europe II Managers L.P., acting by its general partner Permira (Europe) Limited, here represented by Severine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

3. Permira Europe II C.V.3, a limited partnership formed under the laws of the Netherlands, having its registered office at Parnassustoren, Locatellikade, NL-1076 AZ Amsterdam, the Netherlands, acting by its general partner Permira Europe II Managers L.P., acting by its general partner Permira (Europe) Limited, here represented by Severine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

4. Permira Europe II C.V.4, a limited partnership formed under the laws of the Netherlands, having its registered office at Parnassustoren, Locatellikade, NL-1076 AZ Amsterdam, the Netherlands, acting by its general partner Permira Europe II Managers L.P., acting by its general partner Permira (Europe) Limited, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

5. Permira Europe II Co-Investment Scheme, a limited partnership formed under the laws of England, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, Channel Islands, acting by its manager Permira (Europe) Limited, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

6. Schroder Ventures Investments Limited, having its registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, Channel Islands acting by its nominee, SV (nominees) Limited, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Guernsey on 17 September 2009;

7. PAI Europe IV A FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

8. PAI Europe IV B FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

9. PAI Europe IV B5 FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

10. PAI Europe IV B6 FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

11. PAI Europe IV B7 FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

12. PAI Europe IV C FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

13. PAI Europe IV C2 FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

14. PAI Europe IV D FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

15. PAI Europe IV D2 FCPR, acting by its management company PAI Partners S.A.S., having its registered office at 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, France, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Paris on 16 September 2009;

16. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III LP., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, PO Box 265, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12399, represented by its General Partner CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, KY1-9002, George Town, PO Box 265, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12502, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

17. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III PARALLEL FUND - A L.P., a limited partnership formed and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, PO Box 265, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12789, represented by its General Partner CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, KY1-9002, George Town, PO Box 265, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12502, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031, here represented by Severine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

18. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III PARALLEL FUND - B L.P., a limited partnership formed and organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, PO Box 265, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12790, represented by its General Partner CVC European Equity III General Partner L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, KY1-9002, George Town, PO Box 265, Grand Cayman, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12502, itself represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031, here represented by Severine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

19. CVC EUROPE ENTERPRISE (DOMESTIC) L.P., a limited partnership formed under the laws of the State Delaware, United States of America, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America, registered in the State of Delaware under the authentication number 010243936-3394703, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623, here represented by Severine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

20. CVC EUROPE ENTERPRISE (CAYMAN) L.P., a limited partnership formed under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walker House, Mary Street, George Town, PO Box 265, Grand Cayman KY1-9002, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnerships, Cayman Islands, under number CR-12788, represented by its General Partner CVC Europe Enterprise GP Limited, a company incorporated and organized under the laws of Jersey having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 79623, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

21. CORAL FEEDER L.P., a limited partnership formed and organised under the laws of Jersey, having its registered office at 22 Grenville Street, St. Helier, Jersey, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number L.P. 635 (the "Subscriber"), here represented by its General Partner, CVC European Equity III Limited, a company incorporated and organised under the laws of Jersey, having its registered office at 18 Grenville Street, PO Box 87, St. Helier, Jersey JE4 8PX, Channel Islands, registered with the Jersey Financial Services Commission under number 77031, here represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Jersey on 16 September 2009;

22. JESÚS MARÍA DOMÍNGUEZ RODRÍGUEZ, a national of Spain, domiciled at Balandro, 40, 8, Madrid, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009;

23. JOSÉ FRANCISCO PÉREZ VÁZQUEZ, a national of Spain, domiciled at Plaza Manuel Becerra, 15 Bis, 3D, Madrid, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009;

24. JUAN CARLOS ESCRIBANO GARCÍA, a national of Spain, domiciled at Serrano, 6, Madrid, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 SEPTEMBER 2009;

25. MARCOS GÓMEZ GARCÍA, a national of Spain, domiciled at Playa de Benicasim, 13, Madrid, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009;

26. MARTÍN TEBAR LESS, a national of Spain, domiciled at General Pardiñas, 74, 1° Izq., Madrid, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009;

27. JAUME MIQUEL NAUDÍ, a national of Spain, domiciled at Avenida del Llano Castellano, 51, 28034 Madrid, holder of Spanish Identification Number 37,742,160-B, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009; and

28. ANSELM VAN DEN AUWELANT, a national of Belgium, married, domiciled at Avda. del Llano Castellano, n° 51 (Madrid), holder of NIE number X5384653-P, represented by Séverine Michel, prenamed, by virtue of a proxy given in Madrid on 17 September 2009.

The said proxies after having been signed "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

I. The appearing parties sub 1) to 28) declare being the current shareholders (the "Shareholders") representing:

- 99.60 % of the Class A Shares;
- 100% of the Class B1 Shares;
- 100% of the Class B2 Shares;
- 100% of the Class B3 Shares;
- 100% of the Class B4 Shares; and as further detailed on the attendance list attached to the present deed;

of the share capital of MEP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 107.163, incorporated by a deed of Maître André Schwachtgen, dated 23 March 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 8 August 2005, n° 793, p. 38031 (the "Company").

II. The Company's articles of association (the "Articles") have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 27 March 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 22 September 2007, n° 2067, p. 99201.

III. The appearing parties, duly represented, having recognized to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Change of the current nominal value of all the shares ("parts sociales") issued by the Company from twenty-five Euro (EUR 25.-) to one Euro (EUR 1.00);

2. Conversion of all the existing shares ("parts sociales") of the Company pro rata to their initial number of issuance in order to keep the same proportion of the shareholding between the current holders;

3. Creation of a new class C of preference shares to be named "Class C Preference Shares", divided into class C1 preference shares and class C2 preference shares (to be named respectively "Class C1 Preference Shares" and "Class C2 Preference Shares"), having the rights and obligations as defined hereafter;

4. Increase of the Company's share capital by an amount of nine million Euro (EUR 9,000,000,-) so as to raise it from its current amount of nine hundred eighty-five thousand four hundred Euro (EUR 985,400.-) divided into nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares and fifty-eight thousand four hundred (58,400) Class B Shares to nine million nine hundred eighty-five thousand four hundred Euro (EUR 9,985,400,-) divided into nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares, fifty-eight thousand four hundred (58,400) Class B Shares, eight million three hundred fifty-one thousand four hundred sixty (8,351,460) Class C1 Preference Shares and six hundred forty-eight thousand five hundred forty (648,540) Class C2 Preference Shares each having a nominal value of one Euro (EUR 1.00);

5. Issuance of eight million three hundred fifty-one thousand four hundred sixty (8,351,460) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of fifty one million eight hundred twenty-four thousand seven hundred fifty-three Euro and ninety Cent (EUR 51,824,753.90) linked to such Class C1 Preference Shares and six hundred forty-eight thousand five hundred forty (648,540) new Class C2 Preference Shares without a share premium; all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each and having the rights and obligations as defined hereafter;

6. Acceptance of the subscription of the new Class C Preference Shares as follows:

(i) four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium, all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, by CT Fashion A S.à r.l., a private limited liability

company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand -Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, ("CT Fashion A"), by a contribution in cash of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95) and to allocate such Class C1 Preference Shares and Class C2 Preference Shares to CT Fashion A, and

(ii) four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium; all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, by CT Fashion B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand - Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, ("CT Fashion B"), by a contribution in cash of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95) and to allocate such Class C1 Preference Shares and Class C2 Preference Shares to CT Fashion B.

7. Change of the fiscal year so that the fiscal year shall start every year on the 1st day of March and end on the last day of February of the following year;

8. Subsequent amendment mainly of the following articles of the Company's articles of association in order to reflect the resolutions to be adopted under items 1) to 7) above:

- article 2 ("Definitions");
- article 5 ("Share Capital");
- article 19 ("Financial Year");
- article 20 ("Annual Accounts - Legal Reserve- Entitlement to the Interim Profit - Allocation of the Final Profit of the Company"); and
- article 21.2 ("Allocation of the Second Part Liquidation Boni of the Company").

IV. As a result of the aforementioned attendance list, the present meeting is duly constituted and may validly deliberate and decide on the different items of the above agenda and consequently the appearing parties, duly represented as stated above, have requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Shareholders RESOLVE to change the current nominal value of all the shares ("parts sociales") issued by the Company from twenty-five Euro (EUR 25.-) to one Euro (EUR 1.00).

Second resolution

The Shareholders RESOLVE to convert all the existing shares ("parts sociales") of the Company pro rata to their initial number of issuance in order to keep the same proportion of the shareholding between the current holders and further ACKNOWLEDGE that after the change of the nominal value and the conversion of the existing shares, the share capital of the Company is divided into nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B1 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B2 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B3 Shares and fourteen thousand six hundred (14,600) Class B4 Shares, each having a nominal value of one Euro (EUR 1.00).

Third resolution

The Shareholders RESOLVE to create a new class C of preference shares to be named "Class C Preference Shares", divided into class C1 preference shares and class C2 preference shares (to be named respectively "Class C1 Preference Shares" and "Class C2 Preference Shares"), each having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) and having the rights and obligations as defined hereafter.

Fourth resolution

The Shareholders RESOLVE to increase the Company's share capital by an amount of nine million Euro (EUR 9,000,000.-) so as to raise it from its current amount of nine hundred eighty-five thousand four hundred Euro (EUR 985,400.-) divided into nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B1 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B2 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B3 Shares and fourteen thousand six hundred (14,600) Class B4 Shares, to nine million nine hundred eighty-five thousand four hundred Euro (EUR 9,985,400.-) divided into nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B1 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B2 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B3 Shares, fourteen thousand six hundred (14,600) Class B4 Shares, eight million three hundred fifty-one thousand four hundred sixty (8,351,460) Class C1 Preference Shares and six hundred forty-eight thousand five hundred forty (648,540) Class C2 Preference Shares, each having a nominal value of one Euro (EUR 1.00).

Fifth resolution

The Shareholders RESOLVE to issue eight million three hundred fifty-one thousand four hundred sixty (8,351,460) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of fifty-one million eight hundred twenty-four thousand seven hundred fifty-three Euro and ninety Cent (EUR 51,824,753.90) linked to such Class C1 Preference Shares and six hundred forty-eight thousand five hundred forty (648,540) new Class C2 Preference Shares without a share premium; all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each and having the rights and obligations as defined hereafter.

Subscription / Payment

1. There now appeared, Séverine Michel, prenamed, acting in her capacity as manager and authorised signatory pursuant to the resolutions of the meeting of the board of managers held on 16 September 2009 of CT Fashion A S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, ("CT Fashion A").

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of CT Fashion A, prenamed, to four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium, all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, and to make payment in full for all such newly subscribed Class C Preference Shares by a contribution in cash of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95).

2. There now appeared, Séverine Michel, prenamed, acting in her capacity as manager and authorised signatory pursuant to the resolutions of the meeting of the board of managers held on 16 September 2009 of CT Fashion B S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand - Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Trade and Companies Register, ("CT Fashion B").

The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of CT Fashion B, prenamed, to four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium; all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, and to make payment in full for all such newly subscribed Class C Preference Shares by a contribution in cash of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95).

The person appearing declared that the newly issued Class C Preference Shares have been entirely paid up in cash and that the Company has at its disposal the total amount of sixty million eight hundred twenty-four thousand seven hundred fifty-three Euro and ninety Cent (EUR 60,824,753.90), proof of which is given by a bank certificate to the undersigned notary who expressly records this statement.

Sixth resolution

The Shareholders RESOLVE to accept the subscription of:

(i) CT Fashion A by a contribution in cash of a total amount of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95) of four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium, all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each; and

(ii) CT Fashion B by a contribution in cash of a total amount of thirty million four hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 30,412,376.95) of four million one hundred seventy-five thousand seven hundred thirty (4,175,730) new Class C1 Preference Shares, together with a total share premium of twenty-five million nine hundred twelve thousand three hundred seventy-six Euro and ninety-five Cent (EUR 25,912,376.95) linked to such Class C1 Preference Shares and three hundred twenty-four thousand two hundred seventy (324,270) new Class C2 Preference Shares without a share premium; all new Class C Preference Shares having a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each.

Seventh resolution

The Shareholders RESOLVE to change the fiscal year of the Company so that the fiscal year shall start every year on the first day of March and end on the last day of February of the following year.

Therefore the current fiscal year which has started on January 1st, 2009 shall exceptionally end on the last day of February 2010.

Eighth resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholders RESOLVE to amend the following Company's Articles: article 2 "Definitions", article 5 "Share Capital", article 19 "Financial Year", article 20 "Annual Accounts -Legal Reserve- Entitlement to the Interim Profit - Allocation of the Final Profit of the Company", and article 21.2 "Allocation of the Second Part Liquidation Boni of the Company", which shall forthwith read as follows:

" Art. 2. Definitions.

- "Accumulated Refund" means at a given moment, the aggregated amount of all Refunds, as they are defined below, determined up to that moment.
- "Accumulated Reserve A" means at a given moment, the total First Part Reserve A (as defined in Article 20.2.3) accumulated over the elapsed Financial Years.
- "Accumulated Reserve B" means at the end of a given moment, the total First Part Reserve B (as defined in Article 20.2.3) accumulated over the elapsed Financial Years.
- "Accumulated Reserve C" means at the end of a given moment, the total First Part Reserve C (as defined in Article 20.2.3) accumulated over the elapsed Financial Years.
- "Accumulated Reserve D1" means at a given moment, the total Second Part Reserve D1 (as defined in Article 20.2.4) accumulated over the elapsed Financial Years.
- "Accumulated Reserve D2" means at a given moment, the total Second Part Reserve D2 (as defined in Article 20.2.4) accumulated over the elapsed Financial Years.
- "Articles" means these articles of association in their present and future form and as amended from time to time (and Article shall be construed accordingly);
- "Board of Managers" (Conseil de Gérance) has the meaning as set forth in Article 11.
- "CPECs" means, at a given moment the outstanding convertible preferred equity certificates of category A that might have been issued by the Company and "CPEC" means any of them.
- "Class A Shares" means the Shares of class A and "Class A Share" means any of them.
- "Class B Shares" means the Shares other than the Class A Shares and the Class C Preference Shares, collectively.
- "Class B1 Shares" means the Shares of class B1 and "Class B1 Share" means any of them.
- "Class B2 Shares" means the Shares of class B2 and "Class B2 Share" means any of them.
- "Class B3 Shares" means the Shares of class B3 and "Class B3 Share" means any of them.
- "Class B4 Shares" means the Shares of class B4 and "Class B4 Share" means any of them.
- "Class C Preference Shares" means the Shares other than the Class A Shares and the Class B Shares, collectively.
- "Class C1 Preference Shares" means the preference Shares of class C1 and "Class C1 Preference Share" means any of them.
- "Class C2 Preference Shares" means the preference Shares of class C2 and "Class C2 Preference Share" means any of them.
- "Company" means the société à responsabilité limitée MEP S.à r.l governed by these Articles.
- "Company Act" means the Luxembourg law of the 15th of August 1915 on commercial companies as amended from time to time.
- "CVC Shareholders" means collectively, the following CVC funds: Coral Feeder L.P.; CVC European Equity III Limited L.P., CVC European Equity Partners III Parallel Fund - A L.P., CVC European Equity Partners III Parallel Fund - B L.P., CVC Europe Enterprise (Domestic) L.P. and CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P.
- "Final Profit" means, at the end of a given Financial Year, the total amount of the First Part Final Profit and the Second Part Final Profit of the Company.
- "Financial Year" has the meaning as set forth in Article 19.
- "First Classes B Shares" means, for a given Financial Year, the Class B Shares other than the Last Class B Shares, which are still in issue on the first day of such Financial Year and "First Classes B Share" means any of such Shares.
- "First Part Final Profit" means, at the end of a given Financial Year, 42.236% of the Final Profit of the Company that may be distributed to the Shareholders in accordance with the provisions of the Company Act.
- "First Part Interim Profit" means, at any moment during a Financial Year, 42.236% of the Interim Profit before any redemption and/or repurchase of CPECs.
- "First Part Liquidation Boni" means 42.236% of the surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company.
- "General Shareholders Meeting" means any general meeting of the Shareholders of the Company.

- "Interim Profit" means, at any moment during a Financial Year, the total amount of the First Part Interim Profit and the Second Part Interim Profit.

- "Last Class B Shares" means, for a given Financial Year, the Shares of the last Class B Shares, based on a numerical order, which are still in issue on the first day of such Financial Year and "Last Class B Share" means any of such Shares.

- "Liquidation Boni" means the total amount of the First Part Liquidation Boni and the Second Part Liquidation Boni.

- "Managers" (Gérants) means the members of the Board of Managers and "Manager" (Gérant) means any of them.

- "Manager of Class A" (Gérant de Classe A) has the meaning as set forth in Article 11.

- "Manager of Class B" (Gérant de Classe B) has the meaning as set forth in Article 11.

- "Manager of Class C" (Gérant de Classe C) has the meaning as set forth in Article 11.

- "PAI Shareholders" means collectively, the following PAI funds; PAI Europe IV A FCPR, PAI Europe IV B FCPR, PAI Europe IV B5 FCPR, PAI Europe IV B6 FCPR, PAI Europe IV B7 FCPR, PAI Europe IV C FCPR, PAI Europe IV C2 FCPR, PAI Europe IV D FCPR, PAI Europe IV D2 FCPR.

- "Par Value B" means, at any moment of a given Financial Year, the aggregate par value of the outstanding First Classes B Shares.

- "Permira Shareholders" means; collectively, the following Permira funds; Permira Europe II L.P. 1, Permira Europe II L.P. 2, Permira Europe II C.V.3, Permira Europe II C.V.4, Permira Europe II Co-Investment Scheme, Schroder Ventures Investments Limited.

- "Premium A" means, with respect to a given Financial Year, the total amount paid during such Financial Year by the Company to the holders of CPECs, in excess of the aggregate par value of the CPECs repurchased and/or redeemed by the Company.

- "Premium B" means, with respect to a given Financial Year, the total amount paid during such Financial Year by the Company to the holders of Last Class B Shares, in excess of the aggregate par value and share premium of the Last Class B Shares repurchased by the Company.

- "Refund" means, with respect to a given distribution of Preference Yield, as defined in Section 20.2.4, the amount that, increased in a theoretical remuneration at a 15% yearly rate (for the period elapsed between the issuance of the Class C Preference Shares and such distribution of Preference Yield), would result in the amount of such Preference Yield.

- "Second Part Final Profit" means, at the end of a given Financial Year, 57.764% of the Final Profit of the Company that may be distributed to the Shareholders in accordance with the provisions of the Company Act.

- "Second Part Interim Profit" means, at any moment during a Financial Year, 57.764% of the Interim Profit before any redemption and/or repurchase of CPECs.

- "Second Part Liquidation Boni" means 57.764% of the surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company.

- "Shareholders" means the holders of Shares of any class and "Shareholder" means any of them.

- "Shares" means collectively all shares in issue of any class and "Share" means any of them.

- "Yield" means, at a given moment, the total amount of the yield, expressed in a percentage of the par value of the CPECs, accrued on the outstanding CPECs in accordance with the terms and conditions of such CPECs. This term also includes the remuneration that may have been accrued on any financing instruments into which the CPECs may have been converted."

" **Art. 5. Share capital.** The Company's share capital is set at nine million nine hundred eighty-five thousand four hundred Euro (EUR 9,985,400.-) represented by:

- nine hundred twenty-seven thousand (927,000) Class A Shares (parts sociales);

- fourteen thousand six hundred (14,600) Class B1 Shares (parts sociales);

- fourteen thousand six hundred (14,600) Class B2 Shares (parts sociales);

- fourteen thousand six hundred (14,600) Class B3 Shares (parts sociales);

- fourteen thousand six hundred (14,600) Class B4 Shares (parts sociales);

- eight million three hundred fifty-one thousand four hundred sixty (8,351,460) Class C1 Preference Shares (parts sociales); and

- six hundred forty-eight thousand five hundred forty (648,540) Class C2 Preference Shares (parts sociales).

Each Share having a par value of one Euro (EUR 1.00).

Each Share is entitled to one vote at General Shareholders' Meeting.

Each Share entitles to a fraction of the corporate assets and profits in the proportion as determined by these Articles, it being understood that any Share on which a share premium has been paid will be solely and exclusively entitled to such share premium as well as to the portion of such share premium that has been allocated to the legal reserve."

" **Art. 19. Financial Year.** The Company's financial year runs from the first day of March of each year and ends on the last day of February of the following year (the "Financial Year").

" Art. 20. Annual Accounts - Legal Reserve- Entitlement to the Interim Profit - Allocation of the Final Profit of the Company.

20.1. Annual Accounts - Legal Reserve

Each year, as of the last day of February, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Every year Five (5) percent of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This transfer ceases to be compulsory when the legal reserve amount to One Tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

20.2. Entitlement to the Interim Profit - Allocation of the Final Profit of the Company

20.2.1. Entitlement to the First Part Interim Profit

At any moment during the Financial Year, the respective classes of Class A Shares and Class B Shares, except the Class C Preference Shares, shall be entitled to the First Part Interim Profit as follows:

A. To the extent there exist sufficient First Part Interim Profit, the first Classes B Shares shall be preferentially entitled, *pari passu*, to a portion of the First Part Interim Profit calculated using the following formula:

$$[0.25\% \times \text{Par Value B}]$$

B. Thereafter, the other classes of Shares, except the Class C Preference Shares, shall be entitled to the outstanding First Part Interim Profit as follows:

- The Class A Shares shall be entitled, *pari passu*, to a portion of the First Part Interim Profit calculated using the following formula:

$$[92.7\% \times (\text{First Part Interim Profit} + \text{Yield})] - \text{Yield}$$

- The Last Class B Shares shall be entitled, *pari passu*, to a portion of the First Part Interim Profit calculated using the following formula:

$$[7.3\% \times (\text{First Part Interim Profit} + \text{Yield})] - [0.25\% \times \text{Par Value B}]$$

20.2.2. Entitlement to the Second Part Interim Profit

At any moment during the Financial Year, the Class C Preference Shares shall be entitled to the Second Part Interim Profit as follows:

A. To the extent there exist sufficient Second Part Interim Profit, the Class C1 Preference Shares shall be preferentially entitled, *pari passu*, to a portion of the Second Part Interim Profit for an amount resulting from the following formula:

$$\text{Preference Yield} = \text{EUR } 51,824,753.90 \times (1 + [15\% \times d/360])$$

Where "d" is the number of days elapsed between the day in which the Class C Preference Shares are issued and each payment of the Second Part Interim Profit.

B. Thereafter, if there is any cash outstanding from the Second Part Interim Profit, the Class C1 Preference Shares and the Class C2 Preference Shares shall be entitled, *pari passu*, to a portion of the Second Part Interim Profit such as provided for by any private agreement that may have been entered into between the Shareholders and the Company.

20.2.3 Allocation of the First Part Final Profit of the Company

At the end of each Financial Year, the First Part Final Profit shall be, preferentially and to the extent there exist sufficient First Part Final Profit, allocated to a reserve attached to the First Classes B Shares (the "First Part Reserve C") in an amount calculated using the following formula:

$$[0.25\% \times \text{Par Value B}]$$

Thereafter, the outstanding First Part Final Profit shall be allocated to a reserve attached to the Class A Shares (the "First Part Reserve A") and to a reserve attached to the Last Class B Shares (the "First Part Reserve B"), in amounts calculated using the following formula:

$$\text{First Part Reserve A} = [92.7\% \times (\text{First Part Final Profit} + \text{Premium A} + \text{Premium B} + \text{Yield})] - [\text{Yield} + \text{Premium A}]$$

First Part Reserve B = $[7.3\% \times (\text{First Part Final Profit} + \text{Premium A} + \text{Premium B} + \text{Yield})] - [\text{Premium B} + \text{First Part Reserve C}]$

The First Part Reserve A, the First Part Reserve B and the First Part Reserve C may be distributed or accumulated, as decided by the Shareholders in conformity with the provisions of the Company Act.

The First Part Reserve A, the First Part Reserve B and the First Part Reserve C shall be accumulated but shall not be distributed without prior approval of the Board of Managers.

20.2.4 Allocation of the Second Part Final Profit of the Company

At the end of each Financial Year, the Second Part Final Profit shall be allocated as follows:

A. To the extent there exist sufficient Second Part Final Profit, a portion of the Second Part Final Profit shall be allocated to a reserve attached to the Class C1 Preference Shares (the "Second Part Reserve D1") according to the following rules.

- If the Preference Yield, as defined in Section 20.2.2, has been fully distributed, the Second Part Reserve D1 shall be nil.

- If no Preference Yield has been previously distributed, the Second Part Reserve D1 shall be: EUR 51,824.753.90 x (1 + [15% x d/360]), where "d" is the number of days elapsed between the day in which the Class C Preference Shares are issued and each of the allocations of the Second Part Reserve D1.

- If the Preference Yield has been partially distributed, it will be deemed that the amount distributed is the aggregate of (i) Refund and (ii) the remuneration of Refund at a 15% yearly rate (over the period elapsed between the day in which Class C Preference Shares are issued and the payment of the Preference Yield).

In this case, the Second Part Reserve D1 will amount to the aggregate of: (a) Outstanding Financing (meaning EUR 51,824,753.90 -Accumulated Refund) plus (b) the remuneration of Outstanding Financing, at a 15% yearly rate (over the period elapsed between the day in which Class C Preference Shares are issued and each of the allocations of the Second Part Reserve D1).

B. Thereafter, if there is any cash outstanding from the Second Part Final Profit, a portion of the outstanding Second Part Final Profit shall be allocated to the Second Part Reserve D1 and a reserve attached to the Class C2 Preference Shares (the "Second Part Reserve D2") such as provided for by any private agreement that may have been entered into between the shareholders and the Company.

The Second Part Reserve D1 and the Second Part Reserve D2 may be distributed or accumulated, as decided by the Shareholders in conformity with the provisions of the Company Act.

The Second Part Reserve D1 and the Second Part Reserve D2 shall be accumulated but shall not be distributed without prior approval of the Board of Managers."

" Art. 21.2. Allocation of the Second Part Liquidation Boni of the Company".

- The Class C Preference Shares shall be entitled to the outstanding Second Part Liquidation Boni (the "Second Part Outstanding Liquidation Boni") as follows:

- The Class C1 Preference Shares shall be in priority entitled to payment of the Accumulated Reserve D1 (the amount of the Accumulated Reserve D1 shall be updated at the end of each Financial Year according to the rules contained in Section 20.2.4).

- The Class C2 Preference Shares shall be in priority entitled to payment of the Accumulated Reserve D2."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately six thousand euro (EUR 6,000).

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille neuf, le vingt et un septembre.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Permira Europe II L.P. 1, dont le siège statutaire sis Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, agissant par son general partner Permira Europe II Managers L.P., agissant par son general partner Permira (Europe) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

2. Permira Europe II L.P. 2, dont le siège statutaire sis Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, agissant par son general partner Permira Europe II Managers L.P., agissant par son general partner Permira (Europe) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

3. Permira Europe II C.V.3, dont le siège statutaire sis Parnassustoren, Locatellikade, NL-1076 AZ Amsterdam, agissant par son general partner Permira Europe II Managers L.P., agissant par son general partner Permira (Europe) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

4. Permira Europe II C.V.4, dont le siège statutaire sis Parnassustoren, Locatellikade, NL-1076 AZ Amsterdam, agissant par son general partner Permira Europe II Managers L.P., agissant par son general partner Permira (Europe) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

5. Permira Europe II Co-Investment Scheme, dont le siège statutaire sis Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, agissant par son manager Permira (Europe) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

6. Schroder Ventures Investments Limited, dont le siège statutaire sis Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY13QL Guernsey, agissant par son nommée, SV (Nominees) Limited, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Guernsey le 17 septembre 2009;

7. PAI Europe IV A FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

8. PAI Europe IV B FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

9. PAI Europe IV B5 FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

10. PAI Europe IV B6 FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

11. PAI Europe IV B7 FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

12. PAI Europe IV C FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

13. PAI Europe IV C2 FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

14. PAI Europe IV D FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

15. PAI Europe IV D2 FCPR, agissant par sa société de gestion PAI Partners S.A.S., dont le siège statutaire sis 43, avenue de l'Opéra, F-75002 Paris, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Paris le 16 septembre 2009;

16. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III L.P., un Limited Partnership des îles Cayman dont le siège social sis à Grand Cayman, Walkers SPV Limited, PO Box 908GT, Mary Street, Grand Cayman, Cayman Islands, et enregistré au Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro CR-12399, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

17. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III PARALEL FUND - A L.P., un Limited Partnership des îles Cayman dont le siège social sis à Grand Cayman, Walkers SPV Limited, PO Box 908GT, Mary Street, Grand Cayman, Cayman Islands, et enregistré au Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro CR-12789, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

18. CVC EUROPEAN EQUITY PARTNERS III PARALEL FUND - B L.P., un Limited Partnership des îles Cayman dont le siège social sis à Grand Cayman, Walkers SPV Limited, PO Box 908GT, Mary Street, Grand Cayman, Cayman Islands, et enregistré au Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro CR-12790, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

19. CVC EUROPE ENTERPRISE (DOMESTIC) L.P., un Limited Partnership de Delaware (Etats-Unis d'Amérique) dont le siège social sis à Delaware, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

20. CVC EUROPE ENTERPRISE (CAYMAN) L.P., un Limited Partnership des îles Cayman dont le siège social sis à Grand Cayman, Walkers SPV Limited, PO Box 908GT, Mary Street, Grand Cayman, Cayman Islands, et enregistré au Registrar of Exempted Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro CR-12788, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

21. CORAL FEEDER L.P., un Limited Partnership de Jersey dont le siège social sis à Saint Helier (Jersey), 22 Grenville Street, Jersey, et enregistré au Jersey Financial Services Commission sous le numéro L.P.635, ici représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 16 septembre 2009;

22. JESÚS MARÍA DOMÍNGUEZ RODRÍGUEZ, de nationalité espagnole, domicilié à Balandro, 40, 8, Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009;

23. JOSÉ FRANCISCO PÉREZ VÁZQUEZ, de nationalité espagnole, domicilié à Plaza Manuel Becerra, 15 Bis, 3D, Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009;

24. JUAN CARLOS ESCRIBANO GARCÍA, de nationalité espagnole, domicilié à Serrano, 6, Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009;

25. MARCOS GÓMEZ GARCÍA, de nationalité espagnole, domicilié à Playa de Benicasim, 13, Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009;

26. MARTÍN TEBAR LESS, de nationalité espagnole, domicilié à General Pardiñas, 74, 1° Izq., Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009;

27. JAUME MIQUEL NAUDÍ, de nationalité espagnole, domicilié à Avenida del Llano Castellano, 51, 28034 Madrid, représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009; et

28. ANSELM VAN DEN AUWELANT, de nationalité belge, domicilié à Avenida del Llano Castellano, n° 51 (Madrid), représenté par Séverine Michel, susmentionnée, en vertu d'une procuration donnée à Madrid le 17 septembre 2009.

Les procurations susmentionnées, après avoir été signées "ne varietur" par les parties comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

I. Les parties comparantes sub 1) à 28) sont les actuels associés (les "Associés") représentant:

- 99,60 % des Parts Sociales de Classe A;
- 100 % des Parts Sociales de Classe B1;
- 100 % des Parts Sociales de Classe B2;
- 100 % des Parts Sociales de Classe B3;
- 100 % des Parts Sociales de Classe B4; et tel que détaillé dans la liste de présence attaché au présent acte,

de MEP S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.163, constituée par acte de Maître André Schwachtgen en date du 23 mars 2005, publié au Mémorial C, Recueil des sociétés et associations, en date du 8 août 2005, n° 793, p. 38031 (la "Société").

II. Les statuts de la Société (les "Statuts") ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 27 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 22 septembre 2007, n°2067, p. 99201.

III. Les parties comparantes, représentées comme mentionné ci-dessus, reconnaissent d'être entièrement informées des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de la valeur nominale des parts sociales émises par la Société, de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune à un Euro (EUR 1,-) chacune;

2. Conversion des parts sociales existantes au pro rata de leur nombre initial d'émission afin de garder la même proportion de détention entre les associés actuels;

3. Création d'une nouvelle catégorie C de part sociale préférentielle devant être nommée "Parts Sociales Préférentielles de Classe C", divisée en part sociale préférentielle C1 et en part sociale préférentielle C2 (devant être nommées respectivement "Parts Sociales Préférentielles de Classe C1" et "Parts Sociales Préférentielles de Classe C2") ayant les droits et obligations tels que définis ci-après;

4. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf millions d'Euro (EUR 9.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de neuf cent quatre-vingt-cinq mille quatre cents Euro (EUR 985.400,-) représenté par neuf cent vingt-sept mille (927.000) Parts Sociales de Classe A et cinquante-huit mille quatre cents (58.400) Parts Sociales de Classe B à un montant de neuf millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille quatre cents Euro (EUR 9.985.400,-) représenté par neuf cent vingt-sept mille (927.000) Parts Sociales de Classe A, cinquante-huit mille quatre cents (58.400) Parts Sociales de Classe B, huit millions trois cent cinquante et un mille quatre cent soixante (8.351.460) Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et six cent quarante-huit mille cinq cent quarante (648.540) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

5. Emission de huit millions trois cent cinquante et un mille quatre cent soixante (8.351.460) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinquante et un millions huit cent vingt-quatre mille sept cent cinquante-trois Euro et quatre-vingt-dix cent (EUR 51.824.753,90) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et six cent quarante-huit mille cinq cent quarante (648.540) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C2, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels que définis ci-après.

6. Acceptation de la souscription des nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C de la manière suivante:

- quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune par CT Fashion A S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ("CT Fashion A"), par un apport en numéraire de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 30.412.376,95) et allocation de ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 à CT Fashion A; et

- quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune par CT Fashion B S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ("CT Fashion B"), par un apport en numéraire de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 30.412.376,95) et allocation de ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 à CT Fashion B.

7. Modification de l'année sociale de la Société afin que l'année sociale commence chaque année, le premier jour de mars et se termine le dernier jour de février de l'année suivante.

8. Modification subséquente des articles suivants des Statuts de la Société, afin de refléter les résolutions devant être adoptées sous les points 1) à 7):

- Article 2 ("Définitions");
- Article 5 ("Capital Social");
- Article 19 ("Année Sociale");
- Article 20 ("Comptes annuels - Réserve Légale - Répartition des Profits de la Société"); et
- Article 21.2 ("Allocation de la Seconde Partie du Boni de Liquidation de la Société").

IV. Il résulte de la liste de présence mentionnée ci-avant que la présente assemblée est dûment constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les points portés à l'ordre du jour, de sorte que les parties comparantes, dûment représentés comme mentionné ci-dessus, ont requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés DECIDENT de modifier la valeur nominale des parts sociales émises par la Société, de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune à un Euro (EUR 1,-) chacune.

Deuxième résolution

Les Associés DECIDENT de convertir toutes les parts sociales existantes de la Société au pro rata de leur nombre initial d'émission afin de garder la même proportion de détention entre les associés actuels et RECONNAISSENT que suite à la modification de la valeur nominale et la conversion des parts sociales existantes, le capital social de la Société est divisé en neuf cent vingt-sept mille (927.000) Parts Sociales de Classe A, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B1, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B2, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B3 et quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B4, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

Troisième résolution

Les Associés DECIDENT de créer une nouvelle catégorie C de part sociale préférentielle devant être nommée "Parts Sociales Préférentielles de Classe C", divisée en part sociale préférentielle C1 et en part sociale préférentielle C2 (devant être nommées respectivement "Parts Sociales Préférentielles de Classe C1" et "Parts Sociales Préférentielles de Classe C2") ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels que définis ci-après.

Quatrième résolution

Les Associés DECIDENT d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf millions d'Euro (EUR 9.000.000,-) pour le porter de son montant actuel de neuf cent quatre-vingt-cinq mille quatre cents Euro (EUR 985.400,-) représenté par neuf cent vingt-sept mille (927.000) Parts Sociales de Classe A, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B1, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B2, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B3 et quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B4, à un montant de neuf millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille quatre cents Euro (EUR 9.985.400,-) représenté par neuf cent vingt-sept mille (927.000) Parts Sociales de Classe A, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B1, quatorze mille six cents (14.600)

Parts Sociales de Classe B2, quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B3 et quatorze mille six cents (14.600) Parts Sociales de Classe B4, huit millions trois cent cinquante et un mille quatre cent soixante (8.351.460) Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et six cent quarante-huit mille cinq cent quarante (648.540) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

Cinquième résolution

Les Associés DECIDENT d'émettre huit millions trois cent cinquante et un mille quatre cent soixante (8.351.460) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cinquante et un millions huit cent vingt-quatre mille sept cent cinquante-trois Euro et quatre-vingt-dix cents (EUR 51.824.753,90) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et six cent quarante-huit mille cinq cent quarante (648.540) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C2, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune et ayant les droits et obligations tels que définis ci-après.

Souscription / Paiement

1. Ensuite, a comparu, Séverine Michel, susmentionnée, agissant en sa qualité de gérante et mandataire dûment autorisé par les résolutions de la réunion du conseil de gérance tenu le 16 septembre 2009 de CT Fashion A S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ("CT Fashion A").

La comparante déclare souscrire, au nom et pour le compte de CT Fashion A, susmentionnée, à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cents (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et à trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, toutes les Parts Sociales Préférentielles de Classe C ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, et de libérer intégralement ces nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C par un apport en numéraire de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cents (EUR 30.412.376,95).

2. Ensuite, a comparu, Séverine Michel, susmentionnée, agissant en sa qualité de gérante et mandataire dûment autorisé par les résolutions de la réunion du conseil de gérance tenu le 16 septembre 2009 de CT Fashion B S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'enregistrement auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg ("CT Fashion B").

La comparante déclare souscrire, au nom et pour le compte de CT Fashion B, susmentionnée, à quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cents (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et à trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, toutes les Parts Sociales Préférentielles de Classe C ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, et de libérer intégralement ces nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C par un apport en numéraire de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cents (EUR 30.412.376,95).

La comparante déclare que les Parts Sociales Préférentielles de Classe C nouvellement émises ont été libérées entièrement en espèces et que la somme totale de soixante millions huit cent vingt-quatre mille sept cent cinquante-trois Euro et quatre-vingt-dix Cents (EUR 60.824.753,90) se trouve à la libre disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Sixième résolution

Les Associés DECIDENT d'accepter la souscription de:

(i) CT Fashion A, par apport en nature d'un montant total de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 30.412.376,95), de quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune; et

(ii) CT Fashion B, par apport en nature d'un montant total de trente millions quatre cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 30.412.376,95), de quatre millions cent soixante-quinze mille sept cent trente (4.175.730) nouvelles Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de vingt-cinq millions neuf cent douze mille trois cent soixante-seize Euro et quatre-vingt-quinze Cent (EUR 25.912.376,95) liée à ces Parts Sociales Préférentielles de Classe C1, et trois cent vingt-quatre mille deux cent soixante-dix (324.270) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 sans prime d'émission, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune.

Septième résolution

Les Associés DECIDENT de modifier l'année sociale de la Société afin que l'année sociale commence chaque année, le premier jour de mars et se termine le dernier jour de février de l'année suivante.

En conséquence l'année sociale en cours ayant commencé le 1^{er} janvier 2009 se terminera exceptionnellement le dernier jour de février de l'année 2010.

Huitième résolution

Afin de tenir compte des résolutions précédentes, les Associés DECIDENT de modifier les articles suivants des Statuts de la Société: article 2 ("Définitions"), article 5 ("Capital Social"), article 19 ("Année Sociale"), article 20 ("Comptes annuels - Réserve Légale - Répartition des Profits de la Société") et article 21.2 ("Allocation de la Seconde Partie du Boni de Liquidation de la Société"), qui auront désormais la teneur suivante:

" Art. 2. Définitions.

"Assemblée Générale des Associés" désigne toute assemblée générale des Associés de la Société;

"Associés" signifie les détenteurs de Parts Sociales sans distinction de classe et "Associé" désigne chacun d'eux;

"Associés CVC" signifie collectivement, les fonds CVC suivants; Coral Feeder L.P.; CVC European Equity III Limited L.P., CVC European Equity Partners III Parallel Fund - A L.P., CVC European Equity Partners III Parallel Fund - B L.P., CVC Europe Enterprise (Domestic) LP. et CVC Europe Enterprise (Cayman) L.P.;

"Associés PAI" signifie collectivement, les fonds PAI suivants; PAI Europe IV A FCPR, PAI Europe IV B FCPR, PAI Europe IV B5 FCPR, PAI Europe IV B6 FCPR, PAI Europe IV B7 FCPR, PAI Europe IV C FCPR, PAI Europe IV C2 FCPR, PAI Europe IV D FCPR, PAI Europe IV D2 FCPR;

"Associés Permira" signifie collectivement, les fonds Permira suivants; Permira Europe II L.P. 1, Permira Europe II L.P. 2, Permira Europe II C.V.3, Permira Europe II C.V.4, Permira Europe II Co-Investment Scheme, Schroder Ventures Investments Limited;

"Boni de Liquidation" désigne le montant total de la Première Partie du Boni de Liquidation et de la Seconde Partie du Boni de Liquidation;

"Conseil de Gérance" a la signification définie à l'Article 11;

"CPECs" signifie, à un moment donné, les "Certificats de Capitaux Convertibles Préférentiels" de catégorie A (ci-après "CPECs") en circulation qui ont été émis par la Société et "CPEC" désigne respectivement chaque certificat;

"Exercice financier" a la signification telle qu'indiquée dans l'Article 19;

"Gérants" fait référence aux membres du Conseil de Gérance et "Gérant" désigne chacun d'eux;

"Gérant de Classe A" a la signification telle qu'indiquée dans l'Article 11.

"Gérant de Classe B" a la signification telle qu'indiquée dans l'Article 11.

"Gérant de Classe C" a la signification telle qu'indiquée dans l'Article 11.

"Loi sur les Sociétés" réfère à la loi Luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 15 août 1915 telle qu'amendée;

"Parts Sociales" s'entend sans distinction de classe de toutes les parts sociales émises, et "Part Sociale" s'entend de chacune d'elles;

"Parts Sociales A" désigne les parts sociales de classe A et "Part Sociale A" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales B" désigne, collectivement, toutes autres parts sociales que les Parts Sociales A et les Parts Sociales Préférentielles de Classe C;

"Parts Sociales B1" désigne les parts sociales de classe B1 et "Part Sociale B1" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales B2" désigne les parts sociales de classe B2 et "Part Sociale B2" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales B3" désigne les parts sociales de classe B3 et "Part Sociale B3" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales B4" désigne les parts sociales de classe B4 et "Part Sociale B3" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales B de Dernière Classe" signifie, pour un Exercice Financier donné, les Parts Sociales de la dernière classe des Parts Sociales de Classe B, dans l'ordre numérique, qui sont toujours en circulation au premier jour dudit Exercice Financier et "Part Sociale B de Dernière Classe" s'entend d'une de ces parts sociales;

"Parts Sociales B de Première Classe" signifie, pour un Exercice Financier donné, les Parts Sociales B autres que les Parts Sociales B de Dernière Classe qui sont toujours en circulation au premier jour dudit Exercice Financier et "Part Sociale B de Première Classe" s'entend d'une de ces parts sociales;

"Parts Sociales Préférentielles de Classe C" collectivement, toutes autres parts sociales que les Parts Sociales A et les Parts Sociales B;

"Parts Sociales Préférentielles de Classe C1" désigne les parts sociales préférentielles de classe C1 et "Part Sociale Préférentielle de Classe C1" désigne chacune d'elles;

"Parts Sociales Préférentielles de Classe C2" désigne les parts sociales préférentielles de classe C2 et "Part Sociale Préférentielle de Classe C2" désigne chacune d'elles;

"Première Partie du Boni de Liquidation" désigne 42,236% du surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif de la Société;

"Première Partie du Profit Final" désigne, à la fin d'un Exercice Financier donné, 42,236% du Profit Final de la Société qui peut être distribuée aux Associés conformément aux dispositions de Loi sur les Sociétés;

"Première Partie du Profit Intérimaire" désigne, à un moment quelconque pendant un Exercice Financier, 42,236% du Profit Intérimaire avant tout rachat de CPECs;

"Prime A" signifie, pour un Exercice Financier donné, le montant total payé par la Société aux détenteurs de CPECs au cours dudit Exercice Financier, en excès de la valeur totale au pair comptable des CPECs rachetés et/ou remboursés par la Société;

"Prime B" signifie, pour un Exercice Financier donné, le montant total payé par la Société aux détenteurs de Parts Sociales B de Dernière Classe au cours dudit Exercice Financier, en excès de la valeur totale, au pair comptable, des Parts Sociales B de Dernière Classe augmentées de leur prime d'émission, rachetées et/ou remboursées par la Société;

"Profit Final" signifie, à la fin d'un Exercice Financier donné, le montant total de la Première Partie de Profit Final et de la Seconde Partie de Profit Final de la Société;

"Profit Intérimaire" signifie, à tout moment d'un l'Exercice Financier, le profit intérimaire avant tout rachat et/ou remboursement de CPECs;

"Remboursement" signifie, à une distribution donnée de Rendement Préférentiel, tel que défini à l'Article 20.2.4, le montant qui a accru dans une rémunération théorique à un taux annuel de 15% (pour la période écoulée entre l'émission des Parts Sociales Préférentielles de Classe C et ladite distribution de Rendement Préférentiel.

"Remboursement Accumulé" signifie, à un moment donné, le montant total des Remboursements tels que définis ci-après, déterminé à ce moment.

"Rendement" signifie, à un moment donné de l'Exercice Financier le montant total du rendement, exprimé en pourcentage de la valeur au pair comptable des CPECs compte tenu des Termes & Conditions desdits CPECs, qui doivent avoir été déclarés par le Conseil de Gérance sur lesdits CPECs durant l'Exercice Financier donné."

"Réserves Accumulées A" signifie, à un moment donné, le total de Première Partie Réserve A (telles que définies à l'Article 20.2.3) accumulée au cours des Exercices Financiers écoulés;

"Réserves Accumulées B" signifie, à un moment donné, le total de Première Partie Réserve B (telles que définies à l'Article 20.2.3) accumulée au cours des Exercices financiers écoulés;

"Réserves Accumulées C" signifie, à un moment donné, le total de Première Partie Réserve C (telles que définies à l'Article 20.2.3) accumulée au cours des Exercices financiers écoulés;

"Réserves Accumulées D1" signifie, à un moment donné, le total de Première Partie Réserve D1 (telles que définies à l'Article 20.2.4) accumulée au cours des Exercices financiers écoulés;

"Réserves Accumulées D2" signifie, à un moment donné, le total de Première Partie Réserve D2 (telles que définies à l'Article 20.2.4) accumulée au cours des Exercices financiers écoulés;

"Seconde Partie du Boni de Liquidation" désigne 57,764% du surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif de la Société;

"Seconde Partie du Profit Final" désigne, à la fin d'un Exercice Financier donné, 57,764% du Profit Final de la Société qui peut être distribuée aux Associés conformément aux dispositions de Loi sur les Sociétés;

"Seconde Partie du Profit Intérimaire" désigne, à un moment quelconque pendant un Exercice Financier, 57,764% du Profit Intérimaire avant tout rachat de CPECs;

"Société" signifie la société à responsabilité limitée MEP S.à r.l soumise aux présents statuts;

"Statuts" signifie les présents statuts dans leur forme actuelle et future, tels qu'ils seront amendés (et "Article" réfère à un article desdits Statuts);

"Valeur Nominale B" signifie, à tout moment de l'Exercice Financier, la valeur nominale totale des Parts Sociales B de Première Classe encore en circulation."

" **5 - Capital Social.** Le capital social est fixé à neuf millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille quatre cents Euro (EUR 9.985.400,-) représenté par:

- neuf cent vingt-sept mille (927.000) parts sociales de classe A;
 - quatorze mille six cents (14.600) parts sociales de classe B1;
 - quatorze mille six cents (14.600) parts sociales de classe B2;
 - quatorze mille six cents (14.600) parts sociales de classe B3;
 - quatorze mille six cents (14.600) parts sociales de classe B4;
 - huit millions trois cent cinquante-et-un mille quatre cent soixante (8.351.460) Parts Sociales Préférentielles de Classe C1; et
 - six cent quarante-huit mille cinq cent quarante (648.540) Parts Sociales Préférentielles de Classe C2.
- Chaque part sociale ayant une valeur nominale de Vingt Cinq Euros (EUR 25).

Chaque part sociale donne droit à un vote à l'Assemblée Générale des Associés.

Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs sociaux et profits dans la proportion définie par les présents Statuts, étant entendu que toute Part Sociale au titre de laquelle une prime d'émission a été payée donnera droit uniquement et exclusivement à la prime d'émission ainsi qu'à une fraction de cette prime d'émission correspondant à celle allouée à la réserve légale".

" **Art. 19. Exercice Financier.** L'Exercice Financier court du premier jour de mars de chaque année au dernier jour de février de l'année suivante (l'"Exercice Financier")".

" **Art. 20. Comptes annuels - Réserve Légale - Répartition des Profits de la Société.**

20.1. Comptes Annuels - Réserve Légale

Il est dressé chaque année au dernier jour de février, un état des actifs et passifs de la Société ainsi qu'un compte de profits et pertes.

Le solde créditeur de la balance du compte de profits et pertes, après déduction des frais, coûts, amortissements, charges et provisions, représente le profit net de la Société.

Chaque année, cinq (5) pour cent du profit net seront alloués à la réserve légale.

La déduction cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint un dixième du capital souscrit. Toutefois, si la réserve a été entamée, quelle qu'en soit l'époque et la raison, celle-ci doit être reconstituée dans les conditions de l'alinéa précédent.

20.2. Droit au Profit Intérimaire - Allocation du Profit Final de la Société

20.2.1 Allocation de la Première Partie du Profit Intérimaire

A tout moment de l'Exercice Financier, les classes respectives de Parts Sociales A et Parts Sociales B, à l'exception des Parts Sociales Préférentielles de Classe C ouvrent droit à la Première Partie du Profit Intérimaire compte tenu de ce qui suit:

A. Dès lors qu'il existe une Première Partie du Profit Intérimaire suffisante, les Parts Sociales B de Première Classe bénéficieront de droits préférentiels, pari passu, à une proportion de la Première Partie du Profit Intérimaire calculée sur base de la formule suivante: $[0,25\% \times \text{Valeur Nominale B}]$.

B. Ensuite, les autres classes de Parts Sociales, à l'exception des Parts Sociales Préférentielles de Classe C, se voient attribuer un droit à rétribution sur la Première Partie du Profit Intérimaire restant de la manière suivante;

Les Parts Sociales A ont droit, pari passu, à une proportion de la Première Partie du Profit Intérimaire calculée sur base de la formule suivante:

$$[92,7\% \times (\text{Première Partie du Profit Intérimaire} + \text{Rendement})] - \text{Rendement}$$

Les Parts Sociales B de Dernière Classe ont droit, pari passu, à une proportion de la Première Partie du Profit Intérimaire calculée sur base de la formule suivante:

$$[7,3\% \times (\text{Première Partie du Profit Intérimaire} + \text{Rendement})] - [0,25\% \times \text{Valeur Nominale B}]$$

20.2.2 Allocation de la Seconde Partie du Profit Intérimaire

A tout moment de l'Exercice Financier, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C ouvrent droit à la Seconde Partie du Profit Intérimaire compte tenu de ce qui suit:

A. Dès lors qu'il existe une Seconde Partie du Profit Intérimaire suffisante, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 bénéficieront de droits préférentiels, pari passu, à une proportion de la Seconde Partie du Profit Intérimaire calculée sur base de la formule suivante:

$$\text{Rendement Préférentiel} = \text{EUR } 51.824.753,90 \times (1 + [15\% \times d/360])$$

"d" désigne le nombre de jours écoulés entre le jour ou les Parts Sociales Préférentielles de Classe C sont émises et chaque paiement de la Seconde Partie du Profit Intérimaire.

B. Ensuite, s'il reste du liquide de la Seconde Partie du Profit Intérimaire, les Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 et les Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 se voient attribuer pari passu, à une proportion de la Seconde Partie du Profit Intérimaire tel que déterminé par tout contrat privé ayant été conclu entre la Société et les Associés.

20.2.3. Allocation de la Première Partie du Profit Final de la Société

Au terme de chaque Exercice Financier, la Première Partie du Profit Final doit être, par préférence et dans la mesure où il existe suffisamment de Première Partie du Profit Final, alloué à une réserve liée aux Parts Sociales B de Première Classe (la "Première Partie Réserve C") pour un montant calculé à l'aide de la formule suivante:

$$[0,25\% \times \text{Valeur Nominale B}]$$

Ensuite, la Première Partie du Profit Final restant doit être alloué à une réserve liée aux Parts Sociales A (la "Première Partie Réserve A") et à une réserve liée aux Parts Sociales B de Dernière Classe (la "Première Partie Réserve B"), pour des montants calculés à l'aide de la formule suivante:

$$\text{Première Partie Réserve A} = [92,7\% \times (\text{Première Partie du Profit Final} + \text{Prime A} + \text{Prime B} + \text{Rendement})] - [\text{Rendement} + \text{Prime A}]$$

Première Partie Réserve B = $[7,3\% \times (\text{Première Partie du Profit Final} + \text{Prime A} + \text{Prime B} + \text{Rendement})] - [\text{Prime B} + \text{Première Partie Réserve C}]$

Les Première Partie Réserve A, Première Partie Réserve B et Première Partie Réserve C sont distribuées ou accumulées, tel qu'il en est décidé par les Associés en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Les Première Partie Réserve A, Première Partie Réserve B et Première Partie Réserve C doivent être accumulées mais non distribuées sans l'approbation préalable du Conseil de Gérance.

20.2.4. Allocation de la Seconde Partie du Profit Final de la Société

Au terme de chaque Exercice Financier, la Seconde Partie du Profit Final doit être allouée compte tenu de ce qui suit:

A. Dès lors qu'il existe une Seconde Partie du Profit Final suffisante, une portion de la Seconde Partie du Profit Final doit être allouée à une réserve liée aux Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 (la "Seconde Partie Réserve D1") selon les règles suivantes:

- Si le Rendement Préférentiel, tel que défini dans la Section 20.2.2 a été entièrement distribuée la Seconde Partie Réserve D1 doit être nulle.

- Si aucun Rendement Préférentiel n'a été distribué précédemment, la Seconde Partie Réserve D1 doit être:

EUR 51.824.753,90 $\times (1 + [15\% \times d/360])$

"d" désigne le nombre de jours écoulés entre le jour ou les Parts Sociales Préférentielles de Classe C sont émises et chaque paiement de la Seconde Partie Réserve D1.

- Si aucun Rendement Préférentiel n'a été partiellement distribué, il sera considéré que le montant distribué sera le total de (i) Remboursement et (ii) la rémunération du Remboursement à un taux annuel de 15% (sur la période écoulée entre le jour ou les Parts Sociales Préférentielles de Classe C sont émises et le paiement du Rendement Préférentiel).

Dans ce cas, la Seconde Partie Réserve D1 s'élèvera au montant total de: (a) Financement Restant (signifiant EUR 51.824.753,90 -Remboursements Accumulés) plus (b) la rémunération du Financement Restant à un taux annuel de 15% (sur la période écoulée entre le jour ou les Parts Sociales Préférentielles de Classe C sont émises et la Seconde Partie Réserve D1).

B. Ensuite, s'il reste du liquide de la Seconde Partie du Profit Final, une portion de la balance de la Seconde Partie du Profit Final sera allouée à la Seconde Partie Réserve D1 et une réserve liée aux Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 (la "Seconde Partie Réserve D2") tel que déterminé par tout contrat privé ayant été conclu entre la Société et les Associés.

Les Seconde Partie Réserve D1 et Seconde Partie Réserve D2 sont distribuées ou accumulées, tel qu'il en est décidé par les Associés en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Les Seconde Partie Réserve D1 et Seconde Partie Réserve D2 doivent être accumulées mais non distribuées sans l'approbation préalable du Conseil de Gérance."

" Art. 21.2. allocation de la Seconde Partie du Boni de Liquidation de la Société.

- Les Parts Sociales Préférentielles de Classe C bénéficieront du restant de la Seconde Partie du Boni de Liquidation (la "Seconde Partie du Boni de Liquidation Restant") de la manière suivante:

- Les Parts Sociales Préférentielles de Classe C1 bénéficieront en priorité du paiement de la Réserve D1 Accumulée (le montant de la Réserve D1 Accumulée doit être mise à jour à la fin de chaque Exercice Financier conformément aux règles contenues dans la Section 20.2.4).

- Les Parts Sociales Préférentielles de Classe C2 bénéficieront en priorité du paiement de la Réserve D2 Accumulée."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont estimés à environ six mille euros (EUR 6.000).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que le comparant a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci, représenté comme dit ci-dessus, a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Michel et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 septembre 2009. Relation: LAC/2009/39347. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Franck SCHNEIDER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2009.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2009147448/959.

(090178788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2009.

Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 22, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 32.843.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Boucherie-Charcuterie Joseph Ronk, S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2009145696/12.

(090176076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Unitex Investment Corporation S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 71.315.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 17 novembre 2009.

Référence de publication: 2009145691/10.

(090175929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Principe SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 88.946.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009145692/10.

(090176185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

CB Richard Ellis Investors DR Co-Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 496.875,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 106.417.

Monsieur Andrew COLMAN, associé de la Société, réside désormais au:

46A, Whyteleafe Road, CR3 5EF Caterham, Surrey, Royaume-Uni

Monsieur James CLIFTON-BROWN, associé et gérant de classe A1 de la Société, réside désormais au:

21, Bryanston Street, W1H 7PR Londres, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2009.

CB Richard Ellis Investors DR Co-Invest S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009145881/16.

(090177319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Auto-Moto Ecole Bruno S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4620 Differdange, 29, rue Emile Mark.

R.C.S. Luxembourg B 136.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AUTO-MOTO ECOLE BRUNO S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2009145694/12.

(090176074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Pala Investments (Luxembourg) II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.652.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 16 novembre 2009.

Référence de publication: 2009145688/10.

(090175760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Oduce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 116.448.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009145754/11.

(090175782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Europa OCG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 105.646.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145764/10.

(090175768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Breger Frères et Fils, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2413 Luxembourg, 39, rue du Père Raphaël.

R.C.S. Luxembourg B 29.643.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145801/10.

(090175935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Holdess Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2152 Luxembourg, 34, rue Van der Meulen.

R.C.S. Luxembourg B 73.631.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme "HOLDESS HOLDING SA ", avec siège social à 21, rue Vauban, L-2663 Luxembourg, inscrite au Registre de (Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 73.631, tenue en date du 30 octobre 2009:

1) que le siège social de la société est transféré du 21, rue Vauban à L-2663 Luxembourg à la rue Van der Meiden n° 34 à L-2152 Luxembourg à dater du 1^{er} novembre 2009.

Luxembourg, le 30 octobre 2009.

Pour avis sincère et conforme

Pour la société

JB Nowak

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2009145802/18.

(090175968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Alpha 55 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 66.678.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 17 septembre 2009 à 10 heures au siège social que:

1. La démission de Monsieur Jean-Paul Goerens de son poste d'administrateur est acceptée et que Mme Béatrice Niedercorn, demeurant au 5, bd Royal, L-2449 Luxembourg est nommée administrateur, avec expiration du mandat lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

2. Le commissaire aux comptes, Fiduciaire Cabexco Sàrl, demeurant à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, est remplacé par la Fiduciaire Jean-Marc Faber et Cie Sàrl, demeurant au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec expiration du mandat lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2014.

Pour Extrait Sincère et Conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2009145888/19.

(090176814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Financière Crozet S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 138.420.

EXTRAIT

Par décision prise par le Conseil d'Administration réuni en date du 26 octobre 2009 à 10h30 au siège social:

Madame Angelina Scarcelli (employée privée, adresse professionnelle au 7 Val Sainte Croix, L-1371 Luxembourg) née le 13.09.1975 à Thionville (France) est cooptée à la fonction d'Administrateur de la société avec effet au 15/10/2009 en remplacement de Monsieur Alexis Kamarowsky et terminera le mandat de son prédécesseur à savoir jusqu'à l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 26.10.2009.

Signatures

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2009145875/16.

(090177068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Turf Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 102.265.

Extract of the resolutions taken by the Annual General Meeting exceptionally held on September 16th, 2009

The renewal of the mandate of Mr Guillaume Jabalot as category A Director is accepted. His mandate will lapse at the Annual General Meeting to be held in 2012.

For true copy

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 16 septembre 2009

Le mandat de Mr Guillaume Jabalot en tant qu'Administrateur de catégorie A est reconduit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, September 16th, 2009.

Certifié sincère et conforme

Pour TURF CAPITAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009145900/18.

(090176644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Brooklyn Bridge Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 38.667.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 8 juillet 2009

1. La démission de Mademoiselle Cynthia SCHWICKERATH est actée avec effet immédiat

2. Madame Chantal MATHU, employée privée, née le 8 mai 1968 à Marche, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée en tant qu'Administrateur. Elle terminera le mandat de Mademoiselle Cynthia SCHWICKERATH, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 8 juillet 2009.

Certifié sincère et conforme

BROOKLYN BRIDGE COMPANY S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009145895/18.

(090176605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

DF Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 135.775.

Extrait de la résolution prise lors du Conseil d'Administration du 6 octobre 2009

- Monsieur Christian FRANÇOIS, employé privé, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg est coopté en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Grégory GUISSARD, démissionnaire. Il terminera le mandat de son prédécesseur, mandat venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2013.

Luxembourg, le 6 octobre 2009.

Certifié sincère et conforme

DF REAL ESTATE S.A.

Ch. FRANCOIS / S. KRANCENBLUM

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2009145903/17.

(090176655) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Jabepka S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 102.340.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 16 novembre 2009.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2009145788/14.

(090175871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Les Bovins du Nord (Nordvieh) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9964 Huldange, Burgplatz.

R.C.S. Luxembourg B 94.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 16 novembre 2009.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2009145789/14.

(090175869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Assist Europe SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.329.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 16 novembre 2009.

FIDUNORD Sàrl

61, Gruuss-Strooss

L-9991 WEISWAMPACH

Signature

Référence de publication: 2009145790/14.

(090175868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Outbox, Société Anonyme.

Siège social: L-2131 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 148.368.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 56380 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009145781/12.

(090176465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Weiland-Bau Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9834 Holzthum, 1, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 43.696.

Koordinierte Statuten hinterlegt auf dem Firmenregister.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Clerf, den 10. November 2009.

Martine WEINANDY

Notar

Référence de publication: 2009145794/12.

(090175886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Iceland Global Shipping 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 137.538.

Résolution du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 3 novembre 2009

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009145797/12.

(090176057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Iceland Global Water 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 135.747.

Résolution du procès-verbal de la réunion du conseil de gérance tenue en date du 3 novembre 2009

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la société de son adresse actuelle au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 novembre 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009145798/12.

(090176054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Dalgarno S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 110.879.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 13 novembre 2009

1. Le mandat du commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée KPMG AUDIT, avec siège social à L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer est terminé.

2. La société à responsabilité limitée PricewaterhouseCoopers, R.C.S. Luxembourg B 65477, avec siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.

Luxembourg, le 16 NOV. 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Dalgarno S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009145948/18.

(090176646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Electrofin S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 21.449.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 27 octobre 2009

1) Fin du mandat d'administrateur de:

- M. Sébastien ANDRE

2) Nomination au conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013:

- M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 16 NOV. 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ELECTROFINA S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009145943/18.

(090176652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Delvino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 110.880.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 13 novembre 2009

1. Le mandat du commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée KPMG AUDIT, avec siège social à L-2520 Luxembourg, 31, allée Scheffer est terminé.

2. La société à responsabilité limitée PricewaterhouseCoopers, R.C.S. Luxembourg B 65477, avec siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch a été nommée comme commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2010.

Luxembourg, le 16 NOV. 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Delvino S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009145950/18.

(090176641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

ALPHARMA (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 67.123.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 5 octobre 2009

1) Le nombre des gérants a été augmenté de quatre à cinq.

2) M. Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 16 NOV. 2009.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ALPHARMA (Luxembourg) S.À.R.L.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009145953/17.

(090176632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

1. Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 96.344.

Im Jahre zweitausendundneun, am sechszwanzigsten Oktober.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg,

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre von

"1. SICAV" (die "Gesellschaft"), mit Gesellschaftssitz in Luxemburg, gegründet durch notarielle Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, mit dem damaligen Amtssitz in Mersch, am 22. Oktober 2003, welche im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (das "Mémorial") am 12. November 2003 veröffentlicht wurde, statt. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars vom 8. Februar 2007, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 357 vom 13. März 2007.

Die Versammlung fand unter dem Vorsitz von Herrn Thomas Rölver, Verwaltungsratsmitglied, beruflich wohnhaft in München, statt.

Der Vorsitzende bestimmte Herrn Christian Konietzko, Bankangestellter, beruflich wohnhaft in Esch/Alzette, zum Protokollführer.

Die Versammlung bestimmte Frau Ursula Berg, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Strassen, zur Stimmzählerin.

Nachdem das Büro auf diese Weise gebildet wurde, wurde folgendes festgestellt:

I.- Gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung an die Aktionäre veröffentlicht wie folgt:

- im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am 23. September 2009 und am 9. Oktober 2009,
- im d'Wort und im Tageblatt am 23. September 2009 und am 9. Oktober 2009 ,
- in der Börsenzeitung am 23. September und am 9. Oktober 2009,
- in der Frankfurter Allgemeinen Zeitung am 23. September und am 9. Oktober 2009,
- im Handelsblatt am 23. September 2009 und am 9. Oktober 2009.

II.- Die anwesenden und vertretenen Aktionäre, die Vollmachten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind in einer Anwesenheitsliste eingetragen; diese Anwesenheitsliste, die von den Aktionären, von den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, vom Vorstand der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, wird dem vorliegenden Protokoll zum Zwecke der Einreichung bei der zuständigen Behörde (Registrierungsbehörde) als Anlage beigefügt.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre werden dem vorliegenden Protokoll ebenfalls als Anlage beigefügt.

III.- Die Tagesordnung der Versammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung

a) Änderung der Satzung der SICAV hinsichtlich des Gesellschaftssitzwechsels von 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg nach 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen

b) Festlegung der jährlichen Generalversammlung auf den letzten Donnerstag im Februar anstatt zuvor den letzten Donnerstag im Januar eines jeden Jahres.

c) Änderung des Art. 8 der Satzung bzgl. der Regelung der Zahlung des Rücknahmepreises, die zukünftig nur noch per Überweisung erfolgt.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 4.573,421 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung für den 14. September 2009 einberufen worden war mit unter anderen den Punkten 1), 2) und 3) auf der Tagesordnung und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war über diese Punkte zu beschliessen, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Anteile anwesend oder vertreten sind.

Als dann wurden nach Eintritt in die Tagesordnung folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von 69, route d'Esch, L-1470 Luxemburg nach 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen zu verlegen und den ersten Absatz von Artikel 4 der Satzung dementsprechend abzuändern:

Dieser Beschluss wurde wie folgt gefasst:

4.526 Ja-Stimmen

225 Enthaltungen

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die jährliche Generalversammlung auf den letzten Donnerstag im Februar anstatt zuvor den letzten Donnerstag im Januar eines jeden Jahres festzulegen und Artikel 10 der Satzung dementsprechend abzuändern.

Dieser Beschluss wurde wie folgt gefasst:

4.256 Ja-Stimmen

225 Nein-Stimmen

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst die Änderung des Artikel 8 der Satzung bzgl. der Regelung der Zahlung des Rücknahmepreises, die zukünftig nur noch per Überweisung erfolgt.

Dieser Beschluss wurde wie folgt gefasst:

4.571 Ja-Stimmen

Infolge der vorhergehenden Beschlüsse beschliesst die Generalversammlung die Satzung wie folgt neuzufassen:

Firma

Art. 1. Die Zeichner und alle Personen, die Inhaber von Anteilen werden, bilden eine Gesellschaft in der Form einer "société anonyme" unter der Firma "1. Sicav" (die "Gesellschaft"), die als Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital (société d'investissement à capital variable) qualifiziert.

Dauer

Art. 2. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet. Sie kann jederzeit durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (die "Anteilhaber") gemäß den zur Satzungsänderung erforderlichen gesetzlichen Bestimmungen aufgelöst werden.

Unternehmensgegenstand

Art. 3. Alleiniger Unternehmensgegenstand der Gesellschaft ist die Platzierung der ihr zur Verfügung stehenden Gelder in übertragbaren Wertpapieren jeglicher Art, Geldmarktinstrumenten und anderen zulässigen Vermögensgegenständen zu dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären (die "Anteilhaber") das Ergebnis der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zuteil werden zu lassen.

Die Gesellschaft darf in vollem Umfang dessen, was der Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das "Gesetz von 2002") zulässt, alle Maßnahmen ergreifen und Handlungen vornehmen, die ihr zur Erreichung und Förderung ihres Unternehmensgegenstandes nützlich erscheinen.

Eingetragener Sitz

Art. 4. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in 4, rue Thomas Edison, 1445 Luxemburg-Strassen im Großherzogtum Luxemburg. Zweigniederlassungen oder sonstige Vertretungen können durch Beschluss der Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") in Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen eingetreten sind oder bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die Kommunikation zwischen der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der eingetragene Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis diese außergewöhnlichen Umstände vollständig zu bestehen aufgehört haben; solche vorübergehenden Maßnahmen sollen sich nicht auf die Nationalität der Gesellschaft auswirken, die ungeachtet der vorübergehenden Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Grundkapital - Anteile

Art. 5. Das Grundkapital der Gesellschaft besteht aus Aktien ohne Nennwert (die «Anteile») ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem Nettovermögen der Gesellschaft, wie in Artikel 23 dieser Satzung definiert.

Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 Euro).

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit gemäß Artikel 24 dieser Satzung voll eingezahlte Anteile zuzuteilen und auszugeben, und zwar auf Grundlage des Nettoinventarwertes je Anteil, der gemäß Artikel 23 dieser Satzung ermittelt wird, ohne den bestehenden Anteilhabern Vorzugsrechte zur Zeichnung der auszugebenden Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann bevollmächtigte Verwaltungsratsmitglieder oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder sonstige bevollmächtigte Personen mit der Aufgabe betrauen, Zeichnungen entgegenzunehmen und Zahlungen für die Anteile zu leisten oder entgegenzunehmen, jedoch stets innerhalb der Grenzen, die das Gesetz vorsieht.

Bei der Gesellschaft handelt es sich um eine "Umbrella-Struktur" im Sinne der Bestimmungen des Gesetzes von 2002.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit nach freiem Ermessen einen oder weitere Teilfonds, sowie Anteilklassen auflegen. Die Gewinne aus der Ausgabe von Anteilen des jeweiligen Teilfonds werden gemäß Artikel 3 dieser Satzung in Wertpa-

piere, Geldmarktinstrumente oder sonstige gesetzlich zulässige Vermögensgegenstände investiert, die der geographischen Lage, der Branche, Währungszone oder bestimmten Arten von Aktien oder Anleihen entsprechen. Dabei kann es sich um spezifische Aktien oder Anleihen handeln, die eventuell mit einer bestimmten Ausgabepolitik, mit Ankauf- und Rücknahmegebührenstrukturen oder anderen spezifischen Merkmalen verbunden sind, die der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für einen Teilfonds festlegen kann.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Teilklassen einzurichten, deren Gelder im allgemeinen gemäß der speziellen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds gemeinsam investiert werden, wobei für jede Teilkategorie jedoch eine spezifische Ankauf- und Rücknahmegebührenstruktur, eine bestimmte Ausgabepolitik, eine Sicherungspolitik oder sonstige spezielle Merkmale wie bspw. eine bestimmte Anlegerzielgruppe Anwendung finden.

Verweise in dieser Satzung auf Teilfonds sind gleichzeitig als solche auf Teilklassen zu verstehen, soweit nicht im Einzelfall eine anderweitige Auslegung rechtfertigt ist.

Die Gesellschaft stellt ein Rechtssubjekt dar. Die Vermögenswerte der Teilfonds werden jedoch ausschließlich für die jeweiligen Anteilhaber der betreffenden Teilfonds angelegt. Das Vermögen eines Teilfonds haftet in den gesetzlichen Grenzen ausschließlich für die diesen Teilfonds betreffenden Verbindlichkeiten und Verpflichtungen.

Zur Ermittlung des Gesellschaftskapitals ist das Nettovermögen, das einem Teilfonds zugewiesen werden kann, in Euro umzurechnen, soweit es nicht in Euro ausgedrückt ist. Das gesamte Gesellschaftskapital berechnet sich aus der Addition der Nettovermögen aller Teilfonds.

Form der Anteile

Art. 6. Anteile können auf Beschluss des Verwaltungsrates auf den Namen (die «Namensanteile») oder auf den Inhaber lauten (die «Inhaberanteile»). Anteile können auf Beschluss des Verwaltungsrates ebenfalls durch Globalurkunden verbrieft werden.

Sollte der Verwaltungsrat beschließen, dass den Anteilhabern ein Wahlrecht zusteht, Urkunden (die «Anteilscheine») zu erhalten oder nicht, wird ein Anteilhaber eine Bescheinigung über seinen Anteilbestand erhalten, soweit er nicht ausdrücklich die Ausgabe eines Anteilscheines beantragt. Wenn ein Anteilhaber den Wunsch äußert, daß ihm für seine Anteile mehr als ein Anteilschein ausgestellt wird, kann der Verwaltungsrat dem Anteilhaber nach freiem Ermessen eine Gebühr zur Deckung der Verwaltungskosten berechnen, die durch die mehrfache Ausstellung entstehen.

Nach einer Übertragung oder Rückgabe von Anteilen darf für die Ausstellung eines Anteilscheines über den restlichen Anteilbestand keine Gebühr erhoben werden.

Die Anteilscheine werden entweder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem leitenden Angestellten, die vom Verwaltungsrat hierzu bevollmächtigt worden sind, unterzeichnet. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich oder gedruckt oder ein Faksimile sein. Die Unterschrift des bevollmächtigten leitenden Angestellten muß jedoch handschriftlich sein. Die Gesellschaft darf vorläufige Anteilscheine in derjenigen Form ausstellen, welche der Verwaltungsrat jeweils beschließt.

Die Anteile werden erst nach Annahme der Zeichnung und Zahlung des Zeichnungspreises je Anteil gemäß Artikel 24 dieser Satzung ausgegeben. Der Zeichner erhält ohne unangemessene Verzögerung endgültige Anteilscheine oder, vorbehaltlich des Vorstehenden, eine Bescheinigung über seinen Anteilbestand.

Etwaige Dividenden werden den Anteilhabern von Namensanteilen an ihre im Anteilhaberregister eingetragene Anschrift oder derjenigen anderen Anschrift, die dem Verwaltungsrat schriftlich mitgeteilt worden ist, ausgezahlt. Im Falle von Inhaberanteilen erfolgt die Auszahlung von Dividenden durch den oder die von der Gesellschaft zu diesem Zwecke Bevollmächtigten gegen Vorlage der betreffenden Dividendenscheine (Kupons).

Alle ausgegebenen Anteile der Gesellschaft werden, soweit es nicht um Inhaberanteile handelt, im Anteilhaberregister der Gesellschaft eingetragen, das von der Gesellschaft oder einer oder mehreren Personen, die von der Gesellschaft hierzu bestellt worden sind, geführt wird. Das Anteilhaberregister enthält den Namen jedes Anteilhabers, seine Anschrift oder sein Wahlmizil (und im Falle von Miteigentümern nur die Anschrift des zuerst bezeichneten Miteigentümers), soweit sie der Gesellschaft mitgeteilt wurde sowie die Anzahl der gehaltenen Anteile. Jede Übertragung von Anteilen wird gegen Zahlung der üblichen vom Verwaltungsrat genehmigten Gebühr für die Eintragung von Dokumenten, die den Eigentumsanspruch an Anteilen verbriefen, in das Anteilhaberregister eingetragen.

Anteile sind frei von Beschränkungen des Rechtes zur Übertragung und Pfandrechten zugunsten der Gesellschaft.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt, indem die betreffenden, das Eigentum begründende Anteilscheine übergeben werden.

Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt, indem die Übertragung von der Gesellschaft in das Anteilhaberregister eingetragen wird, nachdem der bzw. die etwaig ausgestellte(n) Anteilschein(e), welche(r) die Anteile repräsentieren, der Gesellschaft zusammen mit anderen Urkunden vorgelegt und die Vorbedingungen für die Übertragung in für die Gesellschaft zufriedenstellender Weise erfüllt worden sind.

Jeder Inhaber von Namensanteilen muß der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Bekanntmachungen und Mitteilungen der Gesellschaft versandt werden sollen. Diese Anschrift wird in das Anteilhaberregister eingetragen.

Die Gesellschaft erkennt kein Miteigentum an Anteilen an.

Falls die Anteilhaber der Gesellschaft keine solche Anschrift bekanntgeben, kann sie hierüber eine Eintragung in das Anteilhaberregister vornehmen. Als Anschrift des Anteilhabers gilt dann der eingetragene Sitz der Gesellschaft oder diejenige andere Anschrift, welche die Gesellschaft von Zeit zu Zeit einträgt, bis der Anteilhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift bekanntgibt. Der Anteilhaber kann seine im Anteilhaberregister eingetragene Anschrift jederzeit ändern, indem er dies der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder unter derjenigen anderen Anschrift, welche die Gesellschaft jeweils bestimmt, schriftlich mitteilt.

Abhanden gekommene oder beschädigte Anteilscheine

Art. 7. Wenn ein Anteilhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilschein verlegt, beschädigt oder vernichtet worden ist, kann ihm auf Anfrage unter denjenigen Bedingungen und gegen diejenigen Garantien, welche die Gesellschaft bestimmen kann und zu denen auch - aber ohne Beschränkung hierauf - die Kautions einer Versicherungsgesellschaft zählen kann, ein Anteilschein-Duplikat ausgestellt werden. Mit der Ausstellung des neuen Anteilscheins, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, erlischt die Urschrift des Anteilscheins, für die der neue ausgestellt worden ist, und ist daher unwirksam.

Der Gesellschaft steht es frei, dem Anteilhaber die zusätzlichen Kosten in Rechnung zu stellen, die durch die Ausstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilscheins als Ersatz für einen verlegten, beschädigten oder vernichteten Anteilschein entstanden sind.

Für den Anteilbestand geltende Beschränkungen

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist befugt, diejenigen Beschränkungen (bei denen es sich nicht um Beschränkungen für die Übertragung von Anteilen handelt) einzuführen, die er für notwendig hält, um sicherzustellen, daß keine Anteile der Gesellschaft von Personen erworben, gehalten oder auf sie übertragen werden oder in ihrem Namen erworben, gehalten oder auf sie übertragen werden, die (a) keine institutionellen Anleger im Sinne des Artikels 129 des Gesetzes von 2002 (die "Institutionellen Anleger"), soweit Anteile auf Beschluss des Verwaltungsrates nur durch solche Institutionelle Anleger gehalten werden dürfen, oder (b) mit dem Erwerb gegen Gesetze oder Vorschriften eines Landes, einer Gebietskörperschaft oder einer Aufsichtsbehörde verstoßen oder (c) die Anteile unter Bedingungen erwerben oder halten, die nach Ansicht des Verwaltungsrates dazu führen können, dass für die Gesellschaft eine Steuerpflicht entsteht oder ihr sonstige finanzielle Nachteile erwachsen, die der Gesellschaft anderenfalls nicht entstanden wären.

Insbesondere darf die Gesellschaft das Halten von Anteilen durch eine Person, Firma oder Körperschaft und - uneingeschränkt - durch eine «US-Person», wie nachstehend definiert, beschränken oder verhindern.

Für diese Zwecke ist die Gesellschaft berechtigt:

a) die Ausgabe und Übertragung von Anteilen abzulehnen, wenn sie feststellt, dass die Ausgabe bzw. Übertragung dazu führen würde oder könnte, dass die Anteile unmittelbares oder wirtschaftliches Eigentum einer Person werden, die keine Anteile der Gesellschaft halten darf;

b) jederzeit zu verlangen, dass eine Person, deren Name im Anteilhaberregister eingetragen ist, ihr diejenigen Informationen, bekräftigt jeweils durch eine eidesstattliche Erklärung, vorlegt, die sie für notwendig erachtet, um feststellen zu können, ob wirtschaftlicher Eigentümer der Anteile eine Person ist, der das Halten von Anteilen der Gesellschaft untersagt ist;

c) alle Anteile eines Anteilhabers zwangsweise zurückzunehmen, wenn die Gesellschaft feststellt, daß eine Person, die zum Halten von Anteilen der Gesellschaft nicht befugt ist, entweder allein oder in Verbindung mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer oder Inhaber von Namensanteilen ist.

Dies erfolgt auf folgende Weise:

(1) Die Gesellschaft stellt dem Anteilhaber, der solche Anteile hält oder im Anteilhaberregister als Eigentümer der zurückzunehmenden Anteile verzeichnet ist, eine Mitteilung («Rücknahmemitteilung») zu, in der die vorstehend aufgeführten zurückzunehmenden Anteile, der für diese Anteile zu zahlende Rücknahmepreis und der Ort angegeben sind, an dem der Rücknahmepreis (wie nachstehend definiert) für diese Anteile zu zahlen ist. Eine solche Rücknahmemitteilung kann dem Anteilhaber zugestellt werden, indem sie mit einem frankierten, eingeschriebenen Brief an seine zuletzt bekannte Anschrift oder diejenige Anschrift, die im Anteilhaberregister eingetragen ist, geschickt wird. Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmemitteilung angegebenen Datum hört der Anteilhaber auf, Anteilhaber zu sein, und sind die bisher von ihm gehaltenen Anteile eingezogen. Der besagte Anteilhaber ist dann verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich den (die) etwaigen ausgestellten Anteilschein(e) für die in der Rücknahmemitteilung aufgeführten Anteile auszuhändigen.

(2) Der Preis, zu dem die in einer Rücknahmemitteilung aufgeführten Anteile zurückgenommen werden (der «Rücknahmepreis»), ist eine Summe, die dem Rücknahmepreis der Anteile der Gesellschaft entspricht, der gemäß Artikel 21 dieser Satzung ermittelt wird.

(3) Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen ausschließlich per Überweisung. Soweit ein Anteilschein ausgestellt worden ist, erfolgt dies jedoch nur für die in der Mitteilung angeführten Anteile gegen Aushändigung des Anteilscheins oder der Anteilscheine. Mit der vorstehend aufgeführten Hinterlegung des Rücknahmepreises endet das Beteiligungsrecht einer Person hinsichtlich der in der Rücknahmemitteilung aufgeführten Anteile und der Ansprüche gegen die Gesellschaft oder gegen das

Gesellschaftsvermögen im Hinblick auf diese Anteile. Einzig verbleibendes Recht des Anteilhabers, der deren Eigentümer gewesen ist, ist es, den so hinterlegten Rücknahmepreis (ohne Zinsen) von einer vorstehend bezeichneten Bank entgegenzunehmen.

(4) Die Ausübung der Rechte, die der Gesellschaft durch den vorliegenden Artikel eingeräumt werden, wird in keinem Fall in Frage gestellt oder unwirksam, wenn der Eigentumsanspruch einer Person an den Anteilen unzureichend belegt war oder die wahren Eigentumsverhältnisse anders gelegen haben, als die Gesellschaft am Datum der Rücknahmemitteilung angenommen hat, soweit die Gesellschaft diese Rechte gutgläubig ausgeübt hat.

(5) Die Gesellschaft lehnt in ihren Anteil-Inhaberversammlungen die Stimme von Personen ab, die keine Anteile der Gesellschaft halten dürfen.

Der in dieser Satzung verwendete Ausdruck «US-Person» umfaßt Staatsbürger oder Gebietsansässige der Vereinigten Staaten von Amerika, Personengesellschaften, die in Einzelstaaten, Territorien oder Besitzungen der Vereinigten Staaten von Amerika gegründet werden oder bestehen, Kapitalgesellschaften, die nach den Gesetzen der Vereinigten Staaten von Amerika oder ihrer Einzelstaaten, Territorien oder Besitzungen oder denjenigen Gebiete, die ihrer Rechtshoheit unterstehen, gegründet wurden, und Nachlässe oder Treuhandverhältnisse, bei denen es sich nicht um Nachlässe oder Treuhandverhältnisse handelt, deren Erträge aus Quellen außerhalb der Vereinigten Staaten (die nicht ausdrücklich mit der Betreibung von Geschäften innerhalb der Vereinigten Staaten zusammenhängen) stammen und für die Zwecke der Berechnung der US-Bundeseinkommenssteuer nicht in die Bruttoeinnahmen aufgenommen werden.

Unbeschadet des Vorstehenden behält sich die Gesellschaft das Recht vor, Zeichnungsanträge bzw. Übertragungen nach eigenem Ermessen ganz oder teilweise abzulehnen, insbesondere wenn eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilhaber als notwendig erscheint.

Rechte der Hauptversammlung der Anteilhaber

Art. 9. Jede ordnungsgemäß einberufene und zusammengetretene Hauptversammlung der Anteilhaber der Gesellschaft (die «Hauptversammlung») repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft und verfügt über die weitestgehenden Rechte, um bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft Handlungen anzuordnen, vorzunehmen oder zu genehmigen.

Hauptversammlungen

Art. 10. Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber (die "Jahreshauptversammlung") wird nach luxemburgischem Recht in Luxemburg am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an demjenigen anderen Ort in Luxemburg abgehalten, der in der Einberufung angegeben ist, und zwar am letzten Donnerstag im Februar jeden Jahres um 14 Uhr. Wenn dieser Tag in Luxemburg kein Bankarbeitstag ist, wird die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten. Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn außergewöhnliche Umstände dies nach dem absoluten und abschließenden Urteil des Verwaltungsrates erfordern.

Andere Hauptversammlungen können an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeiten abgehalten werden, die in den jeweiligen Einberufungen angegeben sind.

Beschlussfähigkeit und Abstimmung

Art. 11. Unbeschadet abweichender Bestimmungen in dieser Satzung finden für die Einberufung und das Abhalten von Hauptversammlungen der Gesellschaft im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit und die geltenden Fristen die gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Jeder ganze Anteil gewährt vorbehaltlich der in dieser Satzung vorgesehenen Beschränkungen eine Stimme.

Ein Anteilhaber ist berechtigt, in Hauptversammlungen abzustimmen, indem er einen Bevollmächtigten schriftlich oder in Form eines Telegramms, Telefaxes oder durch andere elektronische Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit genau nachgewiesen werden kann, zu seinem Stimmrechtsvertreter ernannt. Eine juristische Person kann eine Stimmrechtsvollmacht durch einen ordnungsgemäß bevollmächtigten, leitenden Angestellten erteilen.

Eine Teilnahme der Anteilhaber an Hauptversammlungen ist ebenfalls per Videokonferenz oder anderen Kommunikationsmethoden möglich, falls diese Methoden eine Identifikation der Anteilhaber erlauben und welche den Anteilhabern eine fortwährende und effektive Teilnahme an der Hauptversammlung ermöglichen.

Soweit das Gesetz oder die Satzung nichts Abweichendes bestimmen, bedürfen Beschlüsse in ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlungen einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder durch Stimmrechtsvertreter vertretenen Anteilhaber.

Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern zu erfüllen sind, um an Hauptversammlungen teilnehmen zu können.

Einberufungsbekanntmachung

Art. 12. Die Hauptversammlungen werden durch den Verwaltungsrat einberufen. Die Einberufung muss die Tagesordnung enthalten und mindestens 14 Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Anteilhaberregister eingetragene Anschrift versendet werden. Falls alle Anteilhaber an einer Hauptversammlung an-

wesend oder vertreten sind und bestätigen, von der Tagesordnung vor der Versammlung Kenntnis gehabt zu haben, kann diese Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung oder Bekanntmachung abgehalten werden.

Bei Ausgabe von Inhaberanteilen muss die Einberufung ebenfalls, gemäß dem Luxemburger Recht, im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg ("Mémorial") und in einer luxemburgischen Zeitung sowie in derjenigen (denjenigen) weiteren Zeitung(en) veröffentlicht werden, welche der Verwaltungsrat beschließt.

Verwaltungsrat

Art. 13. Die Gesellschaft wird vom Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Personen besteht. Die Mitglieder des Verwaltungsrates brauchen keine Anteilinhaber der Gesellschaft zu sein.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von den Anteilhabern auf ihrer Jahreshauptversammlung für einen Zeitraum von einem Jahr gewählt, der mit der nächsten Jahreshauptversammlung endet, nachdem ihre Nachfolger gewählt und in ihr Amt eingeführt sind, wobei jedoch gilt, dass ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit durch Beschlussfassung der Anteilinhaber mit oder ohne Begründung abberufen und/oder ersetzt werden kann. Die erste Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates erfolgt durch eine Hauptversammlung der Anteilinhaber, welche im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet.

Sollte das Amt eines Mitgliedes des Verwaltungsrates infolge Todes, Ausscheiden aus dem Amt oder anderer Gründe frei werden, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder zusammentreten und mit einfacher Mehrheit den Beschluss fassen, ein neues Mitglied des Verwaltungsrates zu wählen, das das unbesetzte Amt bis zur darauffolgenden Hauptversammlung vorübergehend führen wird («Kooptation»). Ein auf diese Weise bestelltes Mitglied des Verwaltungsrates ist nicht berechtigt, gemeinsam mit dem (den) verbleibenden Mitgliedern des Verwaltungsrates für ein weiteres ausscheidendes Mitglied des Verwaltungsrates einen vorläufigen Ersatz zu bestellen.

Geschäfte des Verwaltungsrates

Art. 14. Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, und kann aus seiner Mitte einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Des Weiteren ist er berechtigt, einen Sekretär zu wählen, der kein Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und dem es obliegt, während der Verwaltungsratssitzungen und Hauptversammlungen die Verhandlungsniederschriften (Protokolle) zu erstellen.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder zwei Mitglieder des Verwaltungsrates an dem in der Einberufung bezeichneten Ort einberufen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz in allen Hauptversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrates. Wurde ein Vorsitzender nicht gewählt oder sollte dieser abwesend sein, können die Anteilinhaber oder die Mitglieder des Verwaltungsrates mit einfacher Stimmenmehrheit der in der Hauptversammlung oder Sitzung Anwesenden ein weiteres Mitglied des Verwaltungsrates, und bei Abwesenheit eines Mitgliedes des Verwaltungsrates im Falle einer Hauptversammlung, eine beliebige Person vorübergehend zum Vorsitzenden ernennen.

Vorbehaltlich von Notfällen sind Verwaltungsratssitzungen vor dem anberaumten Termin einzuberufen, indem die Einberufung allen Mitgliedern des Verwaltungsrates mindestens 48 Stunden zuvor schriftlich bekanntgemacht wird. In Notfällen ist die Art dieser Umstände in der Tagesordnung zu bezeichnen. Auf eine Einberufung kann verzichtet werden, wenn jedes Mitglied des Verwaltungsrates hierzu schriftlich, per Telefax, Telegramm, oder durch andere elektronische Mittel, deren Echtheit nachgewiesen ist seine Zustimmung erteilt hat. Für Sitzungen, die zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor von dem Verwaltungsrat beschlossenen Plan festgelegt sind, besteht keine Erfordernis einer gesonderten Einberufung.

Ein Mitglied des Verwaltungsrates kann in Sitzungen des Verwaltungsrates abstimmen, indem es schriftlich, per Telegramm, Telefax oder im Wege anderer elektronischen Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit genau nachgewiesen werden kann, ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates zu seinem Stimmrechtsvertreter ernennt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können ihre Stimme schriftlich, per Telegramm, Telefax oder durch andere elektronischen Mittel, soweit die diesbezügliche Echtheit genau nachgewiesen werden kann, abgeben.

Beschlüsse können durch den Verwaltungsrat nur in ordnungsgemäß einberufenen Sitzungen des Verwaltungsrates gefaßt werden. Vorbehaltlich einer ausdrückliche Genehmigung durch einen Beschluß des Verwaltungsrates verfügen die Mitglieder des Verwaltungsrates über keine Einzelvertretungsbefugnis und dürfen die Gesellschaft daher nicht durch ihre individuellen Handlungen binden.

Der Verwaltungsrat kann nur dann rechtswirksam beraten oder beschließen, wenn mindestens zwei Mitglieder des Verwaltungsrates oder eine andere von den Mitgliedern des Verwaltungsrates festgelegte Anzahl in einer Sitzung persönlich anwesend oder durch zwei Stimmrechtsvertreter ordnungsgemäß vertreten sind.

Jedes zur persönlichen Teilnahme an der Sitzung verhinderte Mitglied des Verwaltungsrates kann an dieser Verwaltungsratssitzung im Wege einer Telefonkonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel, die die Identifikation dieses Verwaltungsratsmitgliedes ermöglichen und bei denen alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich verständigen (gegenseitig wahrnehmen) können, teilnehmen. Die auf diese Weise erfolgte Teilnahme an einer Sitzung gilt als persönliche Anwesenheit an einer solchen Sitzung.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit der an der Sitzung anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Der Vorsitzende der Sitzung hat eine ausschlaggebende Stimme.

Beschlüsse des Verwaltungsrates können ebenfalls in Form von einstimmigen Rundschreiben gefasst werden, welche vom Verwaltungsrat zu unterzeichnen sind. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können ihre betreffenden Zustimmungen schriftlich oder per Telegramm, Telefax oder durch Faksimile mit schriftlicher Bestätigung erteilen. Dies kann auf einer oder mehreren gleichlautenden Ausfertigungen desselben Beschlusses erfolgen, wobei diese zusammen die Niederschrift eines Beschlusses bilden.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte der Gesellschaft, einschließlich eines Geschäftsführers, Sekretärs, stellvertretenden Geschäftsführers, von stellvertretenden Sekretären und sonstigen leitenden Angestellten, die für den Geschäftsbetrieb und die Verwaltung der Gesellschaft als notwendig erachtet werden, bestellen. Solche Bestellungen können vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden. Bei den leitenden Angestellten muß es sich nicht um Mitglieder des Verwaltungsrates oder Anteilinhaber der Gesellschaft handeln. Die bestellten leitenden Angestellten verfügen, soweit in dieser Satzung nicht abweichend geregelt, über die Rechte und Pflichten, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden.

Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft und ihre Handlungsbefugnisse zur Förderung der Politik der Gesellschaft sowie des Unternehmensgegenstandes auf natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates zu sein brauchen und stets der Aufsicht des Verwaltungsrates unterstehen. Der Verwaltungsrat ist des Weiteren berechtigt, einzelne, ihm obliegende Rechte, Einzelbefugnisse und Ermessensspielräume auf Ausschüsse zu übertragen, die aus derjenigen Person oder denjenigen Personen (seien sie Mitglieder des Verwaltungsrates oder nicht) bestehen, die er für geeignet hält. Dies unterliegt der Voraussetzung, dass die Mehrheit der Ausschussmitglieder Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft sind und für die Zwecke der Wahrnehmung dieser Rechte, Einzelbefugnisse und Ermessensspielräume der Ausschuss in Sitzungen nur dann beschlussfähig ist, wenn es sich bei der Mehrheit der Anwesenden um Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft handelt.

Verhandlungsniederschriften

Art. 15. Die Niederschriften über Sitzungen des Verwaltungsrates werden von derjenigen Person unterzeichnet, die den Vorsitz in der betreffenden Sitzung geführt hat.

Abschriften von oder Auszüge aus diesen Niederschriften, die während eines Gerichtsverfahrens oder in einem anderem Zusammenhang vorzulegen sind, müssen vom Vorsitzenden oder vom Sekretär, anderenfalls von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates unterzeichnet sein.

Festlegung der Anlagepolitik

Art. 16. Der Verwaltungsrat verfügt unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikomischung über die weitestgehenden Befugnisse, um im Interesse der Gesellschaft Handlungen betreffend die Verwaltung und Verfügung vorzunehmen. Nicht ausdrücklich von Gesetzes wegen oder durch diese Satzung der Hauptversammlung vorbehalten Aufgaben können durch den Verwaltungsrat wahrgenommen werden.

Dem Verwaltungsrat obliegt die Festlegung der Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen unter Berücksichtigung derjenigen Beschränkungen, die Teil I des Gesetzes von 2002, oder die geltenden Gesetze und Verwaltungsbestimmungen derjenigen Länder, in denen die Anteile der Gesellschaft dem Publikum zum Erwerb angeboten werden und in den Prospekten für das Angebot der Anteile beschrieben werden, auferlegen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, das Vermögen der Gesellschaft wie folgt anzulegen:

(i) in Wertpapieren, die an einer Wertpapierbörse eines Mitgliedstaates der Europäischen Union zur amtlichen Notierung zugelassen sind;

(ii) in Wertpapieren, die an einer anerkannten Wertpapierbörse in einem anderen Land Europas, Asien, Ozeaniens, des amerikanischen Kontinents sowie Afrika zur amtlichen Notierung zugelassen sind;

(iii) in Wertpapieren, die auf einem anderen geregelten Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union oder der vorbezeichneten Länder gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;

(iv) in Wertpapieren aus Neuemissionen, soweit die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel auf einem geregelten Markt, wie vorstehend ausgeführt, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird sowie

(v) in jede andere Art an zulässigen Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten, Instrumenten oder Vermögensgegenständen innerhalb der durch den Verwaltungsrat unter Beachtung der von Gesetzes wegen oder nach den geltenden Verwaltungsbestimmungen festgelegten Grenzen.

Ab dem 13. Februar 2004 kann der Verwaltungsrat beschließen, das Vermögen der Gesellschaft wie folgt anzulegen:

(i) in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem durch das Gesetz von 2002 definierten geregelten Markt notiert oder gehandelt werden;

(ii) in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die auf einem anderen Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der anerkannt, geregelt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

(iii) in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten, die an einer Wertpapierbörse in einem anderen Land Europas, Asien, Ozeaniens, des amerikanischen Kontinents sowie Afrika zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder in den

vorbezeichneten Ländern auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist;

(iv) in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten aus Neuemissionen, soweit die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder zum Handel auf einem geregelten Markt, wie vorstehend ausgeführt, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Ausgabe erlangt wird sowie

(v) in jede andere Art an zulässigen Wertpapieren, Instrumenten oder Vermögensgegenständen innerhalb der durch den Verwaltungsrat unter Beachtung der von Gesetzes wegen oder nach den geltenden Verwaltungsbestimmungen festgelegten Grenzen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds der Gesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren, und Geldmarktinstrumenten verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder seinen Gebietskörperschaften oder von einem durch die zuständige Aufsichtsbehörde genehmigten Drittstaat, der im Verkaufsprospekt der Gesellschaft bezeichnet wird, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der Europäischen Union angehören, begeben oder garantiert werden. Dies gilt unter dem Vorbehalt, daß die Gesellschaft bei Geltendmachung dieser Bestimmung sie Wertpapiere aus mindestens 6 verschiedenen Emissionen halten muß, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Nettovermögens des Teilfonds nicht übersteigen darf.

Ab dem 13. Februar 2004 kann der Verwaltungsrat ebenfalls unter Beachtung der durch das Gesetz von 2002 bestimmten Beschränkungen beschließen, Anlagen in abgeleitete Finanzinstrumente («Derivate») einschließlich gleichwertiger in bar abgerechneter Instrumente, die an einem der im Gesetz von 2002 definierten geregelten Märkten gehandelt werden, und/oder in abgeleiteten Finanzmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse gehandelt werden («OTC-Derivate»), zu tätigen, soweit es sich beispielsweise bei den zugrunde liegenden Basiswerten um Instrumente gemäß Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes von 2002, um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die die Gesellschaft investieren darf, wie im Einzelnen im Verkaufsprospekt der Gesellschaft näher ausgeführt.

Die Gesellschaft ist gleichfalls befugt, das Vermögen der Gesellschaft in Sichteinlagen oder kündbaren Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten anzulegen, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union hat oder, soweit sich der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittland befindet, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der zuständigen Luxemburger Aufsichtsbehörde denjenigen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

Die Gesellschaft ist darüber hinaus berechtigt, unter Beachtung der durch das Gesetz von 2002 vorgesehenen Beschränkungen die Zusammensetzung von durch die zuständige Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindizes nachzubilden. Dies untersteht jedoch beispielsweise der Voraussetzung, dass die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist, der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht und er in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, sich für sämtliche oder einen Teil der Vermögenwerte zweier oder mehrerer Teilfonds den in Artikel 23 vorgesehenen Techniken der Mitverwaltung zu bedienen und diese Vermögenwerte somit gemeinschaftlich zu investieren und zu verwalten, sofern dies hinsichtlich der jeweiligen Anlagen angezeigt erscheint.

Die Gesellschaft wird nicht mehr als 10% der Nettovermögenwerte eines Teilfonds in Organismen für gemeinsame Anlagen gemäß Artikel 41 (1) (e) des Luxemburger Gesetzes von 2002 anlegen.

Interessen der Verwaltungsratsmitglieder

Art. 17. Die Gültigkeit von Verträgen oder anderweitigen Geschäften zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft/einem anderen Unternehmen bleibt von der Tatsache berührt, daß ein oder mehrere Mitglied(er) des Verwaltungsrates oder ein oder mehrere leitende(r) Angestellte der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer solchen Gesellschaft/einem solchen Unternehmen haben oder Mitglieder des Verwaltungsrates, Gesellschafter, leitende Angestellte oder Mitarbeiter dieser Gesellschaft/dieses Unternehmens sind. Einem Mitglied des Verwaltungsrates oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, der gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrates, leitender Angestellter oder Mitarbeiter einer Gesellschaft/eines Unternehmens ist, mit dem die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäfte tätigt, bleibt es aufgrund dieser Zugehörigkeit mit dieser Gesellschaft/diesem Unternehmen vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen unbenommen, an Beratungen und Abstimmungen teilzunehmen oder Handlungen vorzunehmen, die sich auf solche Verträge oder anderweitige Geschäfte beziehen.

Sollte ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Geschäft der Gesellschaft haben, ist er verpflichtet, dem Verwaltungsrat sein persönliches Interesse offenzulegen und sich der Teilnahme an Beratungen oder Abstimmungen über solche Geschäfte zu enthalten. Über dieses Geschäft sowie das damit verbundene persönliche Interesse des betreffenden Mitglieds des Verwaltungsrates oder leitenden Angestellten ist der darauffolgenden Hauptversammlung Bericht zu erstatten.

Kostenfreistellung

Art. 18. Die Gesellschaft ist berechtigt, Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte sowie deren Erben, Erbschafts- und Nachlaßverwalter von den Kosten freizustellen, die ihnen vernünftigerweise im Zusammenhang mit Kla-

gen, Rechtsstreitigkeiten oder Verfahren entstehen, in die sie aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Mitglied des Verwaltungsrates oder als leitender Angestellte der Gesellschaft oder einer anderen Gesellschaft auf Verlangen der Gesellschaft, deren Aktionär oder Gläubiger die Gesellschaft ist, als Partei des Streitverfahrens verwickelt wurden und insoweit über keinen Freistellungsanspruch verfügen. Eine Freistellung von Kosten erfolgt, soweit nicht diese Personen rechtskräftig wegen grobfahrlässigen oder vorsätzlichen Pflichtverletzungen im Rahmen der betreffenden Klagen, Rechtsstreitigkeiten oder Verfahren verurteilt wurden. Im Falle eines Vergleiches wird die Freistellung nur im Zusammenhang mit den Angelegenheiten gewährt, über die der Vergleich zustandegekommen ist und zu denen die Gesellschaft die anwaltliche Auskunft erhalten hat, dass die freizustellende Person keine Pflichtverletzung begangen hat. Der vorstehende Freistellungsanspruch läßt die Geltendmachung weiterer Rechte unberührt.

Verwaltung

Art. 19. Die Gesellschaft wird durch die Unterschriften von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder eines Mitglieds des Verwaltungsrates oder leitenden Angestellten, dem durch den Verwaltungsrat Einzelzeichnungsbefugnis eingeräumt wurde, gebunden.

Wirtschaftsprüfer

Art. 20. Die Prüfung der Geschäfte der Gesellschaft und ihrer Rechnungslegung insbesondere ihres Jahresabschlusses obliegt einem (oder mehreren) Wirtschaftsprüfer(n) (*réviseur d'entreprises agréé*), dem die im Gesetz von 2002 vorgeschriebenen gesetzlichen Pflichten obliegen. Der Wirtschaftsprüfer wird durch die Jahreshauptversammlung der Gesellschaft bis zum Abhalten der darauf folgenden Jahreshauptversammlung bestellt.

Der Abschlussprüfer kann jederzeit durch die Hauptversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

Anteilrücknahme

Art. 21. Wie nachstehend näher ausgeführt ist die Gesellschaft berechtigt, ihre eigenen Anteile jederzeit vorbehaltlich der anwendbaren gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen.

Anteilinhaber können die Rücknahme der Gesamtheit oder eines Teiles ihrer Anteile von der Gesellschaft verlangen. Die Gesellschaft kann es jedoch ablehnen, Rücknahmeanträge auszuführen, die zur Folge hätten, daß der Anteilinhaber einen Anteilbestand unterhalb eines Wertes oder einer Anzahl an Anteilen halten würde, welche der Verwaltungsrat beschließen kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, einen Anteilbestand, der unter diesen Betrag fällt, zwangsweise zurückzunehmen.

Der Verwaltungsrat ist ebenfalls berechtigt, die Rücknahme aller Anteile eines Teilfonds zu beschließen, falls deren Nettoinventarwert unterhalb von 10 Millionen Euro fällt.

Die Gesellschaft ist nicht verpflichtet, an einem Berechnungstag mehr als 10% der an dem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Zahl an Anteilen eines Teilfonds zurückzunehmen.

Im Falle zurückgestellter Rücknahmen werden die betreffenden Anteile auf Grundlage des Nettoinventarwertes je Anteil des betreffenden Teilfonds zurückgenommen, der an dem Bewertungstag berechnet wird, an dem die Rücknahme erfolgt. Den Anteilinhabern wird dies durch den Verwaltungsrat auf die ihm als angemessen erscheinende Weise bekanntgemacht, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft beschrieben. Zurückgestellte Rücknahmeanträge werden mit Vorrang gegenüber später eingehenden Rücknahmeanträgen des betreffenden Bewertungstages zu dem anwendbaren Nettoinventarwert abgerechnet.

Bei Rücknahme von Anteilen durch die Gesellschaft berechnet sich der Preis, zu dem die Anteile von der Gesellschaft zurückgenommen werden, auf der Grundlage des nach Artikel 23 dieser Satzung errechnete Nettoinventarwertes je Anteil des betreffenden Teilfonds, der, mit Ausnahme einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, an dem Bewertungstag ermittelt wird, an dem ein schriftlicher und unwiderruflicher Rücknahmeantrag eingegangen ist, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages oder weiterer Kosten, die der Verwaltungsrat beschließen kann und die im Einzelfall in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft veröffentlicht werden.

Rücknahmeanträge müssen die Anteilinhaber beim eingetragenen Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder bei anderen Personen oder Rechtsträgern, die von der Gesellschaft mit der Rücknahme von Anteilen beauftragt sind, schriftlich einreichen oder bestätigen. Bevor der Rücknahmeerlös gezahlt werden kann, müssen die Nachweise der Übertragung oder Abtretung zusammen mit dem (den) etwaig ausgestellten Anteilschein(en) (einschließlich des betreffenden Rücknahmeantrags) oder Bescheinigungen, die den betreffenden Anteilsbestand repräsentieren, bei der Gesellschaft oder ihrem zu diesem Zweck ernannten Beauftragten eingegangen sein. Von der Gesellschaft zurückgenommene Anteile der Gesellschaft werden eingezogen und für kraftlos erklärt.

Der Rücknahmepreis wird unter normalen Umständen innerhalb von drei (3) Bewertungstagen ab und einschließlich des Zeitpunktes gezahlt, an dem der betreffende Rücknahmepreis ermittelt worden ist oder, falls es sich hierbei um einen späteren Zeitpunkt handelt, zu dem Zeitpunkt, an dem die schriftliche Bestätigung bzw. die Anteilscheine, soweit deren Ausgabe beschlossen wurde, bei der Gesellschaft eingegangen sind. Diese Zahlung kann sich verzögern, wenn aufgrund von Marktbedingungen oder wegen fehlender Liquidität bestimmter Anlagen eines Teilfonds, diese nicht innerhalb einer bestimmten Zeit veräußert werden können. Die Zahlung erfolgt in diesem Fall baldmöglichst.

Anteilhaber können an jedem Bewertungstag den Umtausch der Gesamtheit oder Teile ihrer Anteile gegen Anteile eines anderen Teilfonds verlangen. Dies erfolgt zu den jeweiligen Nettoinventarwerten der Anteile der betreffenden Teilfonds zuzüglich etwaiger Gebühren und Kosten, die in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft angegeben sind. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, Einschränkungen betreffend beispielsweise die Häufigkeit des Umtauschs und die Anwendung von Umtauschgebühren im Interesse der Gesellschaft oder ihrer Anteilhaber zu beschließen.

Berechnungen und Aussetzung der Berechnungen

Art. 22. Zum Zwecke der Bestimmung des Zeichnungs-, Rücknahme- und Umtauschpreises von Anteilen der Gesellschaft wird der Nettoinventarwert auf Anweisung des Verwaltungsrates für jeden Teilfonds der Gesellschaft in regelmäßigen zeitlichen Abständen, in keinem Falle jedoch weniger als zweimal im Monat, berechnet (jeder in den Verkaufsunterlagen zum Zwecke dieser Berechnung festgelegte Tag oder Zeitpunkt «Bewertungstag»). Bei einem solchen Bewertungstag muß es sich stets um einen Tag handeln, an dem die Luxemburger Börse und die Banken in Luxemburg regulär geöffnet sind, so daß Feiertage in Luxemburg keinen Bewertungstag darstellen.

Während des Bestehens von Umständen, die es nach Auffassung des Verwaltungsrates mit sich bringen, dass die Ermittlung des Nettoinventarwertes in der betreffenden Referenzwährung entweder aus praktischen Gründen billigerweise nicht möglich ist oder für die Anteilhaber der Gesellschaft nachteilig wäre, können der Nettoinventarwert für den Teilfonds sowie der Zeichnungs-, Rücknahme- und Umtauschpreis vorübergehend in einer anderen, vom Verwaltungsrat bestimmten Währung ermittelt werden.

Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Nettoinventarwertes eines Teilfonds, des Zeichnungs-, Rücknahme- und Umtauschpreises sowie die Ausgabe und Rücknahme und den Umtausch von Anteilen in solche eines anderen Teilfonds aussetzen:

- a. wenn (mit Ausnahme von gewöhnlichen Feiertagen oder den an Wochenenden üblichen Ruhetagen) eine oder mehrere Börsen oder Märkte, welche für einen wesentlichen Teil des Vermögens eines Teilfonds der Gesellschaft die Bewertungsgrundlage bilden oder wenn ein oder mehrere ausländische Devisenmärkte in der Währung, auf die ein wesentlicher Teil des Vermögens eines Teilfonds der Gesellschaft lautet, aus anderen als den vorstehenden Gründen geschlossen sind oder der dortige Handel beschränkt oder ausgesetzt wird;
- b. wenn als Folge außergewöhnlicher, außerhalb der Verantwortung und Kontrolle des Verwaltungsrates liegenden Gründen die Veräußerung oder Bewertung von Anlagen, die einen wesentlichen Teil des Vermögens eines Teilfonds der Gesellschaft ausmachen, unmöglich wird;
- c. wenn aufgrund von Beschränkungen des Devisenverkehrs die Geschäfte für einen Teilfonds nicht zu den normalen Wechselkursen erfolgen können oder wenn der Wert der Vermögenswerte eines Teilfonds nicht wirksam ermittelt werden kann;
- d. während eines Ausfalles der üblichen Kommunikationsmittel, die normalerweise zur Ermittlung des Kurses oder des Wertes der Anlagen eines Teilfonds oder der aktuellen Börsenkurse oder Kurse an einem Markt verwendet werden;
- e. falls aus anderen Gründen der Nettoinventarwert eines Teilfonds nicht in der geforderten Schnelligkeit und Genauigkeit berechnet werden kann;
- f. während eines Zeitraums, in dem die Gesellschaft nicht dazu in der Lage ist, Gelder zu repatriieren, die benötigt werden, um Zahlungen für die Rücknahme der Anteile eines Teilfonds zu leisten, oder in dem die Gelder aus der Veräußerung oder für den Erwerb von Anlagen oder Zahlungen für die Rücknahme von Anteilen nach Ansicht des Verwaltungsrates nicht zu normalen Wechselkursen überwiesen werden können;
- g. während eines Zeitraums, in dem nach Ansicht des Verwaltungsrates ungewöhnliche Umstände herrschen, unter denen es unmöglich ist oder unfair gegenüber den Anteilhabern wäre, den Handel mit den Anteilen der Gesellschaft fortzusetzen.

Anteilhaber, die eine Ausgabe, Rücknahme oder einen Umtausch ihrer Anteile beantragt haben, werden in einer vom Verwaltungsrat als angemessen erachteten Form von der Aussetzung und unverzüglich über die Beendigung der Aussetzung benachrichtigt. Die Ausgabe, Rücknahme oder der Umtausch von Anteilen nach Beendigung der Aussetzung erfolgt auf Grundlage des Nettoinventarwertes der Anteile an dem Bewertungstag, der der Aussetzung unmittelbar folgt.

Ermittlung des Nettoinventarwertes

Art. 23. Der Nettoinventarwert jedes Anteils eines Teilfonds wird in der jeweiligen Referenzwährung des betreffenden Teilfonds ausgedrückt und an jedem Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen der Gesellschaft, das einem Teilfonds zuzuweisen ist, durch die Anzahl der ausstehenden Anteile des betreffenden Teilfonds dividiert wird (nachfolgend der «Nettoinventarwert»).

Bei dem Nettovermögen der Gesellschaft bezogen auf einen Teilfonds handelt es sich um die Vermögenswerte der Gesellschaft, die einem Teilfonds zugewiesen werden, abzüglich der diesem Teilfonds zuzuordnenden Verbindlichkeiten. Das Nettovermögen der Gesellschaft ergibt sich aus Addition der Nettovermögen der Teilfonds.

Der Nettoinventarwert eines Teilfonds wird wie folgt ermittelt:

A. Zu den Vermögenswerten der Gesellschaft gehören beispielsweise:

- (a) Alle Barmittel, Forderungen oder Einlagen einschließlich darauf angefallener Zinsen;

(b) alle Wechsel, Schuldtitel und fälligen Außenstände (einschließlich der Erlöse aus der Veräußerung von Wertpapieren, für die noch keine Zahlung eingegangen ist);

(c) alle Wertpapiere, Geldmarktinstrumente, Beteiligungen, Rentenwerte, Schuldtitel, Anteile/Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen, Options- oder Zeichnungsrechte, Bezugsrechte und sonstigen erlaubten Anlagen und Wertpapiere, welche die Gesellschaft hält oder zum Gegenstand eines Kontraktes gemacht hat

(d) alle der Gesellschaft zustehenden Dividenden oder Ausschüttungen in Bargeld oder in natura, soweit sie der Gesellschaft bekannt sind (wobei gilt, daß die Gesellschaft zur Berücksichtigung von Schwankungen des Marktwertes von Wertpapieren als Folge von Handelsusancen, wie dem Handel «ex Dividende» oder «ex Bezugsrechte», Berichtigungen vornehmen kann);

(e) alle auf Wertpapiere der Gesellschaft aufgelaufene Zinsen, soweit sie nicht im Kapitalbetrag des Wertpapiers enthalten sind;

(f) alle Gründungskosten der Gesellschaft, soweit sie noch nicht abgeschrieben sind, wobei gilt, dass solche Gründungskosten unmittelbar vom Gesellschaftskapital abgeschrieben werden können; und

(g) alle sonstigen zulässigen Anlagen jeder Art, einschließlich verauslagter Kosten.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt ermittelt:

(1) Der Wert von Barmitteln oder Einlagen, Wechseln, bei Sicht fälligen Schuldscheinen und Außenständen, verauslagte Kosten, Bardividenden und Zinsen, die wie vorstehend ausgeführt beschlossen oder aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden mit deren vollem Wert angesetzt, es sei denn es ist unwahrscheinlich, dass sie in voller Höhe gezahlt werden oder eingehen. In diesem Fall wird ihr Wert mit demjenigen Abzug angesetzt, den der Verwaltungsrat für geeignet erachtet, um den wahren Wert wiederzugeben;

(2) der Wert aller Wertpapiere und/oder derivate(n) Finanzinstrumente(n), die an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf Basis des zuletzt gemeldeten Verkaufskurses an der Börse oder dem Markt, an dem die Wertpapiere gehandelt oder notiert werden, am letzten Handelstag unmittelbar vor dem Berechnungstag angesetzt. Soweit keine Verkäufe gemeldet wurden, erfolgt dies auf der Grundlage des Tageswertes. In beiden Fällen werden die Kurse von einem vom Verwaltungsrat anerkannten Berechnungsdienst geliefert;

(3) falls Wertpapiere und/oder derivate(n) Finanzinstrumente(n) des Teilfondsvermögens an dem massgeblichen Datum nicht an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem geregelten Markt gehandelt wurden oder wenn der gemäß dem vorstehenden Unterabsatz 2 ermittelte Kurs von Wertpapieren, die an einer Wertpapierbörse notiert oder an einem sonstigen geregelten Markt gehandelt wurden, nicht den angemessenen Tageswert der Wertpapiere und/oder derivate (n) Finanzinstrumente(n) repräsentiert, wird der Wert solcher Wertpapiere und/oder derivate(n) Finanzinstrumente(n) auf Basis des vernünftigerweise zu erwartenden Verkaufskurses angesetzt, der umsichtig und nach Treu und Glauben ermittelt wird.

(4) Derivate Finanzinstrumente, welche weder an einer Wertpapierbörse noch auf einem geregelten Markt gehandelt werden, werden in einer zuverlässigen und verlässlichen Art täglich bewertet und gemäß den üblichen Marktusancen durch einen von der Gesellschaft ernannten kompetenten Experten überprüft.

(5) Anteile oder Aktien an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zu ihrem zuletzt verfügbaren Nettovermögenswert abzüglich etwaiger Kommissionen bewertet.

(6) Flüssige Mittel und Geldmarktinstrumente werden zu ihrem Nominalwert zuzüglich allen aufgelaufenen Zinsen oder auf Grund einer getilgten Kostenbasis, wie durch den Verwaltungsrat festgelegt werden kann, bewertet. Alle anderen Aktiva werden, wenn es der gängigen Praxis entspricht, in der gleichen Weise bewertet.

(7) Für den Fall, dass die oben genannten Bewertungsmethoden unangemessen oder irreführend sind, kann der Verwaltungsrat den Wert der Anlagen anpassen oder die Verwendung einer anderen Verwendungsmethode für die Vermögenswerte der Gesellschaft erlauben wenn er erachtet, dass die Umstände eine solche Anpassung rechtfertigen oder dass eine andere Verwendungsmethode angewandt werden sollte, um eine genauere Bewertung der Investitionen zu erreichen.

B. Zu den Verbindlichkeiten der Gesellschaft gehören beispielsweise:

(a) Alle Fremdmittel, Wechsel und Verpflichtungen;

(b) Honorare und Auslagen des Anlageberaters und der Anlageverwalter (Investmentmanager) der Gesellschaft, und deren Depotbank (einschließlich Honorare und Auslagen ihrer Korrespondenten im Ausland) sowie alle weiteren Aufwendungen für den Betrieb der Gesellschaft. Zu den Honoraren und Auslagen, die von der Gesellschaft zu tragen sind, zählen ebenfalls beispielsweise Steuern, die Kosten für Dienstleistungen von fachliche Beratung wie beispielsweise die Rechtsberatung oder Wirtschaftsprüfung, die Kosten des Drucks von Vollmachten, Anteilscheinen, an die Anteilinhaber zu richtenden Berichte, der Prospekte, die Kosten der Ausgabe und Rücknahme von Anteilen, von etwaigen Ausschüttungen von Dividenden, die Auslagen der Transferstelle der Gesellschaft, Registrierungskosten und sonstige Kosten, die in Zusammenhang mit der Zulassung zum Vertrieb durch die Aufsichtsbehörden in verschiedenen Ländern und der Berichterstattung an diese Behörden anfallen, die etwaigen Kosten der Übersetzung des Prospektes und weiterer Dokumente, welche zum Zwecke der Registrierung der Gesellschaft in verschiedenen Ländern notwendig sind, die Vergütungen und Auslagen der Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft, Versicherungskosten, Zinsen, die Gebühren für die

Börsennotierung und Maklerprovisionen, Steuern und Kosten, die mit der Übertragung und der Verwahrung von Wertpapieren oder Bargeld anfallen, Barauslagen der Depotbank und aller sonstigen Beauftragten der Gesellschaft sowie die Kosten der Berechnung und Veröffentlichung des Nettoinventarwertes je Anteil;

(c) alle bekannten gegenwärtigen und künftigen Verbindlichkeiten einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen zur Leistung von Geld oder in natura, einschließlich der Summe noch nicht ausgeschütteter Dividenden, die vom Verwaltungsrat beschlossen worden sind, wenn der Bewertungstag auf den Stichtag für die Feststellung derjenigen Personen fällt, die anspruchsberechtigt sind, oder nach diesem Stichtag liegt;

(d) eine angemessene Rückstellung für künftige Steuern auf Kursgewinne und Erträge zum Bewertungstag und sonstige Rückstellungen, welche der Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt hat; und

(e) alle sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welcher Art auch immer.

Bei der Ermittlung der Höhe dieser Verbindlichkeiten kann die Gesellschaft Verwaltungskosten und sonstige Aufwendungen, die regelmäßig oder periodisch wiederkehren, jahresweise oder für andere Zeiträume im Voraus schätzen und über solche Zeiträume zu gleichen Teilen ansetzen.

C. Für jeden Teilfonds werden die Vermögenswerte wie folgt zugeteilt:

a) die Einnahmen aus der Ausgabe von Anteilen eines Teilfonds werden in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugerechnet und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds entsprechend erhöhen. Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie die Erträge und Ausgaben werden gemäß den Ausführungen dieses Abschnittes dem betreffenden Teilfonds zugewiesen;

b) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchem sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet;

c) geht die Gesellschaft eine Verbindlichkeit ein, die sich auf einen Vermögensgegenstand eines bestimmten Teilfonds oder auf eine Maßnahme der Gesellschaft in Zusammenhang mit einem Vermögensgegenstand eines bestimmten Teilfonds bezieht, wird diese Verbindlichkeit dem betreffenden Teilfonds zugewiesen;

d) falls ein Vermögensgegenstand oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds zugewiesen werden kann, wird dieser Vermögensgegenstand bzw. diese Verbindlichkeit zu gleichen Teilen auf alle Teilfonds aufgeteilt oder, falls die Höhe des Betrags dies rechtfertigt, den einzelnen Teilfonds im Verhältnis zum Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds zugewiesen;

e) am Dividendenstichtag, an dem die dividendenberechtigten Personen des jeweiligen Teilfonds ermittelt werden, wird das Nettovermögen des betreffenden Teilfonds um den Betrag dieser Dividenden gekürzt.

Wenn gemäß den Bestimmungen des Artikels 5 dieser Satzung innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Teilklassen geschaffen wurden, finden die vorstehenden Regelungen entsprechend auf diese Teilklassen Anwendung.

D. Jeder Pool aus Vermögenswerten und Verbindlichkeiten besteht aus einem Portfolio aus übertragbaren Wertpapieren und anderen Vermögensgegenständen, in die die Gesellschaft investieren darf. Die Berechtigung jeder Teilklassse innerhalb eines gleichen Pools variiert für jede Teilklassse gemäß den nachstehend aufgeführten Bestimmungen.

Des Weiteren können innerhalb eines Teilfonds für eine oder mehrere bestimmte Teilklassen Vermögensgegenstände gehalten werden, die sich auf spezifische Teilklassen beziehen und separat von dem allen Teilklassen gemeinsamen Portfolio gehalten werden. Solche Teilklassse oder Teilklassen können nur diese betreffende Verbindlichkeiten eingehen.

Der Anteil des Portfolios, das allen Teilklassen eines Teilfonds gemeinschaftlich gehört und das jedem Teilfonds zugewiesen werden kann, wird unter Berücksichtigung von Ausgaben, Rücknahmen, Ausschüttungen sowie Zahlungen von teilklassenspezifischen Aufwendungen, der Erzielung von Gewinnen oder Renditen aus teilklassenspezifischen Vermögensgegenständen bestimmt, wobei die unten beschriebenen Bewertungsregeln entsprechend Anwendung finden.

Der Prozentsatz des Nettoinventarwertes des gemeinschaftlichen Portfolios jedes Teilfonds, das jeder Teilklassse zuzuweisen ist, wird wie folgt ermittelt:

1) Zunächst wird zum Zeitpunkt der Erstzeichnung von Anteilen einer neuen Teilklassse der Prozentsatz des Nettovermögens des gemeinsamen Portfolios, der jeder Teilklassse zuzuweisen ist, in Verhältnis zur jeweiligen Anzahl an Anteilen jeder Teilklassse gesetzt;

2) der bei der Ausgabe der Anteile gezahlte Ausgabepreis einer bestimmten Teilklassse wird dem gemeinsamen Portfolio zugewiesen. Dies hat zur Folge, dass der dieser Teilklassse zuzuweisende Anteil des gemeinsamen Portfolios zunimmt;

3) wenn die Gesellschaft für eine Teilklassse spezifische Vermögensgegenstände erwirbt bzw. spezifische Aufwendungen bezahlt (einschließlich jeden Anteils an Aufwendungen, der die Aufwendungen anderer Teilklassen übersteigt), spezielle Ausschüttungen macht oder den Rücknahmepreis von Anteilen einer bestimmten Teilklassse bezahlt, wird der Anteil am gemeinsamen Portfolio, der der betreffenden Teilklassse zugewiesen wird, um die Anschaffungskosten dieser teilklassenspezifischen Vermögensgegenstände, die spezifischen für die Teilklassse bezahlten Aufwendungen, die Ausschüttungen für Anteile dieser Teilklassse oder den bezahlten Rücknahmepreis bei der Rücknahme von Anteilen dieser Teilklassse vermindert;

4) Der Wert der teilklassenspezifischen Vermögensgegenstände und die Höhe der teilklassenspezifischen Verbindlichkeiten werden ausschließlich denjenigen Teilklassen zugewiesen, auf die sich diese Vermögensgegenstände oder

Verbindlichkeiten beziehen. Dadurch wird der Nettoinventarwert je Anteil der betreffenden Teilklassen erhöht bzw. vermindert.

E. Zum Zwecke der Berechnung gemäß diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Anteile der Gesellschaft, die gemäß Artikel 21 dieser Satzung zurückgenommen werden sollen, werden als ausgegebene Anteile behandelt und bis unmittelbar nach demjenigen Zeitpunkt, den der Verwaltungsrat an dem Berechnungstag, an dem die Berechnung erfolgt, festsetzt, berücksichtigt. Ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung ihres Preises gelten sie als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(b) alle Anlagen, Barmittel und sonstigen Vermögensgegenstände eines Teilfonds, die auf Währungen lauten, bei denen es sich nicht um die Referenzwährung handelt, in welcher der Nettoinventarwert je Anteil eines Teilfonds ausgedrückt wird, werden unter Berücksichtigung des Tageswerts oder der Wechselkurse berechnet, die zum Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes gelten;

(c) an jedem Berechnungstag werden Käufe oder Verkäufe von Wertpapieren, welche die Gesellschaft zu dem Berechnungstag vertraglich vereinbart hat, berücksichtigt, soweit es möglich ist; und

(d) die vorstehende Berechnung muß berücksichtigen, daß die Gesellschaft mit allen Auslagen und Honoraren für die vertraglichen oder außervertraglichen Leistungen derjenigen belastet wird, die ihr Dienstleistungen betreffend die Anlageberatung, Anlageverwaltung (Investmentmanagement), Depotbank-, Domizilstellen-, Register- und Transferstellenfunktionen, die Wirtschaftsprüfung, die anwaltliche Beratung und sonstige fachliche Dienstleistungen erbringen, sowie mit Kosten der Finanzberichte, Bekanntmachungen und Dividendenzahlungen an die Anteilinhaber und mit allen weiteren üblichen Verwaltungsaufwendungen und etwaigen Steuern.

F. Techniken der Mitverwaltung

Der Verwaltungsrat kann beschließen, daß die Anlage und Verwaltung der Gesamtheit oder Teile der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds gemeinschaftlich durch Portfoliobildung erfolgen kann. Des Weiteren kann der Verwaltungsrat beschließen, die Gesamtheit oder Teile der Vermögenswerte der Gesellschaft mit solchen anderer Organismen für gemeinsame Anlagen Luxemburger zu verwalten. Solche Techniken der Mitverwaltung können auf Beschluss des Verwaltungsrates insoweit zur Anwendung kommen, als eine angemessene Offenlegung der Einzelheiten dieser Techniken in der geltenden Verkaufsdokumentation der Gesellschaft unter Beachtung des geltenden Rechts sichergestellt wird.

Zeichnungspreis

Art. 24. Der Zeichnungspreis je Anteil wird auf Grundlage des vorstehend beschriebenen Nettoinventarwertes des betreffenden Teilfonds zuzüglich eines etwaigen Ausgabeaufschlages und etwaiger Abwicklungskosten, welche der Verwaltungsrat jeweils festlegen und in der neuesten Verkaufsdokumentation der Gesellschaft veröffentlicht werden, berechnet.

Der so ermittelte Preis ist innerhalb einer Frist zu zahlen, die der Verwaltungsrat festsetzt und zehn Geschäftstage nach dem anwendbaren Bewertungstag nicht übersteigen soll. Der Zeichnungspreis (ausschließlich des Ausgabeaufschlages, der zeitweise erhoben werden kann) kann mit Zustimmung des Verwaltungsrates und unter Beachtung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen wie beispielsweise des Erfordernisses eines gesonderten Wirtschaftsprüfungsberichts, welcher den Wert der eingebrachten Vermögenswerte bestätigt, gegen Erbringung einer Sacheinlage geleistet werden. Dies erfolgt, indem der Gesellschaft für den Verwaltungsrat annehmbare Wertpapiere oder sonstige zulässige Anlagen zur Verfügung gestellt werden, die mit der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen der Gesellschaft vereinbar sind.

Geschäftsjahr

Art. 25. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober eines Jahres und endet am 30. September des darauf folgenden Jahres.

Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden in Euro erstellt. Sollten gemäß Artikel 5 dieser Satzung verschiedene Teilfonds aufgelegt werden und sollten die Jahresabschlüsse innerhalb dieser Teilfonds auf unterschiedliche Währungen lauten, sind diese in Euro umzurechnen und für die Zwecke der Erstellung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft zu addieren. Die Jahresabschlüsse einschließlich der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung, des Geschäftsberichts des Verwaltungsrates werden den Inhabern von Namensanteilen zugesandt oder nicht weniger als 15 Tage vor jeder Jahreshauptversammlung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft zur Verfügung stehen.

Gewinnverwendung

Art. 26. Die Hauptversammlung der Anteilinhaber hat auf Antrag des Verwaltungsrates unter Berücksichtigung von beschlossenen oder ausgeschütteten Abschlagszahlungen auf Dividenden für einen betreffenden Teilfonds darüber zu beschließen, wie der jährliche Nettogewinn eines einzelnen Teilfonds verwendet werden soll.

Die Dividenden können eine Zuweisung von einem Dividendenausgleichskonto beinhalten, das für jeden Teilfonds geführt werden kann. In diesem Fall wird die Summe bei der Ausgabe von Anteilen des betreffenden Teilfonds dem Dividendenausgleichskonto gutgeschrieben, während bei der Rücknahme der Anteile die diesen Anteilen zugewiesene Summe einem Konto für angelaufene Vermögenswerte belastet wird, das ebenfalls für den jeweiligen Teilfonds geführt wird.

Vorbehaltlich der Beachtung der geltenden gesetzlichen Bestimmungen können nach freiem Ermessen des Verwaltungsrates Abschlagszahlungen auf Dividenden für jeden Teilfonds beschlossen werden.

Die beschlossenen Dividenden werden normalerweise in Euro oder in Ausnahmefällen in derjenigen anderen Währung gezahlt, welche der Verwaltungsrat auswählt; sie können an denjenigen Orten und zu denjenigen Zeitpunkten gezahlt werden, welche der Verwaltungsrat festlegt. Der Verwaltungsrat kann abschließend über den Wechselkurs entscheiden, der zur Umrechnung der Dividenden in ihre auf die Ausschüttung anwendbare Währung Geltung hat. Des Weiteren können auch Genussscheine beschlossen werden.

Depotbank und Verwaltungsgesellschaft

Art. 27. Die Gesellschaft hat die Möglichkeit mit einer gemäß Kapitel 13 des Gesetzes von 2002 zugelassenen Verwaltungsgesellschaft einen Verwaltungsdienstleistungsvertrag einzugehen, in welchem sie eine solche Verwaltungsgesellschaft bestellt um der Gesellschaft Dienstleistungen betreffend Anlageverwaltung, administrative Tätigkeiten und Vertrieb zur Verfügung zu stellen.

Die Gesellschaft schließt einen Depotbankvertrag mit einer Bank ab, die die Anforderungen des Gesetzes von 2002 erfüllt (die "Depotbank"). Alle Wertpapiere und Bareinlagen der Gesellschaft müssen von der Depotbank oder auf deren Order verwahrt werden. Diese ist gegenüber der Gesellschaft und deren Anteilhabern entsprechend den gesetzlichen Regelungen verantwortlich.

Soweit die Depotbank beabsichtigt, ihre Tätigkeit als Depotbank aufzugeben, wird sich der Verwaltungsrat bestmöglichst bemühen, gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen ein Unternehmen zu finden, das als neue Depotbank tätig wird, und dieses Unternehmen als Ersatz für die ausscheidende Depotbank als Depotbank ernennen. Der Verwaltungsrat ist zur Beendigung des Rechtsverhältnisses mit der Depotbank berechtigt, wobei es ihm jedoch untersagt ist, der Depotbank zu kündigen, wenn er nicht und bis er eine Depotbank als Nachfolger entsprechend der vorliegenden Regelung ernannt hat, die innerhalb der geltenden gesetzlichen Fristen anstelle der ausscheidenden Depotbank tätig wird.

Anlageberatungs- und Investmentverträge

Art. 28. Die Gesellschaft kann für ihre(n) Teilfonds gegebenenfalls Anlageberatungs- und/oder Anlageverwalter-Verträge (Investmentmanagement-Verträge) mit Anlageberatungs- und/oder Investmentmanagementgesellschaften abschließen.

Auflösung

Art. 29. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Abwicklung (die «Liquidation») durch einen oder mehrere Abwickler (ein «Liquidator»), bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann. Die Hauptversammlung der Anteilhaber, welche über die Auflösung beschließt, ernannt den/die Liquidatoren und bestimmt sogleich dessen/deren Vollmachten und Honorar.

Die Nettoerlöse aus der Liquidation eines Teilfonds sind von den Liquidatoren unter den Anteilhabern im Verhältnis zu deren Anteile in diesem Teilfonds zu verteilen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, einen Teilfonds aufzulösen, wenn das Nettovermögen dieses Teilfonds unter die Grenze von 10 Millionen Euro sinkt bzw. wenn eine Änderung der politischen oder wirtschaftlichen Verhältnisse, die einen Teilfonds betrifft, eine solche Auflösung rechtfertigt. Die Entscheidung über die Auflösung wird den Anteilhabern durch die Gesellschaft vor dem Auflösungsstichtag schriftlich unter Angabe der Gründe für die Auflösung und das anwendbare Verfahren bekanntgemacht. Den Inhabern von Namensanteilen wird diese Auflösung ausschließlich schriftlich bekanntgemacht. Soweit nicht ihre Anschriften der Gesellschaft jeweils bekannt sind, wird dies den Inhabern von Inhaberanteilen durch Veröffentlichung in denjenigen Zeitungen, die der Verwaltungsrat beschließt, bekanntgemacht. Sofern der Verwaltungsrat im Interesse der Anteilhaber bzw. aus Gründen der Gleichbehandlung der Anteilhaber keine abweichende Regelung getroffen hat, können die Anteilhaber vor In-Kraft-Treten der zwangsweisen Rücknahme von Anteilen des betreffenden Teilfonds weiterhin eine kostenlose Rücknahme oder einen Umtausch ihrer Anteile beantragen (jedoch unter Berücksichtigung des gegenwärtigen Veräußerungspreises sowie der Veräußerungskosten). Vermögensgegenstände, die nach der Auflösung des betreffenden Teilfonds nicht an deren Begünstigte verteilt werden konnten, werden nach der Schließung des Teilfonds für einen Zeitraum von sechs Monaten bei der Depotbank hinterlegt. Nach Ablauf dieser Frist werden die Vermögensgegenstände im Namen der Begünstigten bei der Caisse des Consignations in Luxemburg treuhänderisch verwahrt.

Zurückgenommene Anteile werden für kraftlos erklärt.

Unter den im vorstehenden Abschnitt beschriebenen Umständen kann der Verwaltungsrat ebenfalls beschließen, einen Teilfonds zu schließen, indem er ihn in einen anderen Teilfonds der Gesellschaft oder in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, in einen Teilfonds (der "Neue Teilfonds") oder eine Teilkasse desselben (die "Neue Teilkasse"), welcher nach Teil I des Gesetzes von 2002 organisiert ist, einbringt (die "Verschmelzung"). Des Weiteren kann ein solcher Zusammenschluss vom Verwaltungsrat beschlossen werden, wenn dies im Interesse der Anteilhaber des betreffenden Teilfonds oder der betreffenden Teilkasse erforderlich ist. Ein solcher Beschluss wird auf die vorgenannte Weise unter Nennung der den Teilfonds, die Teilkasse oder den Organismus für gemeinsame Anlagen betreffenden Angaben bekanntgemacht. Eine solche Bekanntmachung erfolgt mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Verschmelzung, um den Anteilhabern während dieses Zeitraums die kostenlose Rückgabe ihrer Anteile zu ermöglichen.

Falls es sich bei dem Organismus für gemeinsame Anlagen, in dem der Teilfonds eingebracht wird, um einen rechtlich unselbständigen Anlagefonds (fonds commun de placement) handelt, ist die Verschmelzung lediglich für diejenigen Anteilhaber des betreffenden Teilfonds oder Teilkategorie rechtlich bindend, die hierzu ausdrücklich ihre Zustimmung erteilt haben.

Sollte es nach Ansicht des Verwaltungsrates im Interesse der Anteilhaber eines bestimmten Teilfonds erforderlich sein oder sollte eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Verhältnisse eintreten, die eine Umstrukturierung des betreffenden Teilfonds rechtfertigt, kann der Verwaltungsrat eine Umstrukturierung beschließen, wonach dieser Teilfonds in zwei oder mehrere Teilfonds gespalten wird. Ein solcher Beschluss ist ebenfalls auf die vorstehende Weise unter Angabe von Informationen bezüglich der zwei oder mehreren neuen Teilfonds bekanntzumachen. Diese Bekanntmachung hat mindestens einen Monat vor In-Kraft-Treten der Spaltung zu erfolgen, um den Anteilhabern die kostenfreie Rücknahme ihrer Anteile zu ermöglichen.

In Fällen, in denen der Verwaltungsrat nicht dazu befugt ist, eigenständig zu handeln oder in denen der Verwaltungsrat beschließt, dass die Zustimmung der Anteilhaber erforderlich ist, kann die Entscheidung über die Auflösung, Verschmelzung oder Umstrukturierung bestimmter Teilfonds oder Teilklassen anstelle des Verwaltungsrates von der Hauptversammlung der Anteilhaber des jeweiligen Teilfonds getroffen werden. Eine solche Hauptversammlung von Anteilhabern eines bestimmten Teilfonds erfordert kein Quorum. Die Beschlussfassung über die Auflösung, den Zusammenschluss oder die Umstrukturierung bedarf mindestens einer einfachen Mehrheit der anwesenden oder vertretenden Anteile des betreffenden Teilfonds. Für die auf die Einberufung anwendbare Frist finden die gesetzlichen Bestimmungen Anwendung. Der durch diese Hauptversammlung gefasste Beschluss ist von der Gesellschaft innerhalb eines Monats vor In-Kraft-Treten der Auflösung, Verschmelzung oder Umstrukturierung der betreffenden Teilfonds gemäß den vorstehenden Bestimmungen bekanntzumachen, um es den Anteilhabern vor In-Kraft-Treten zu ermöglichen, die kostenfreie Rücknahme oder Umtausch ihrer Anteile zu beantragen.

Satzungsänderung

Art. 30. Für die Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse finden bei Änderung dieser Satzung durch eine Hauptversammlung der Anteilhaber die gesetzlichen Bestimmungen Anwendung.

Allgemeine Regelungen

Art. 31. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Sachverhalte bestimmen sich nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften sowie dem Gesetz von 20. Dezember 2002, in ihrer jeweils geltenden Fassung.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. RÖLVER, C. KONIETZKO, U. BERG und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 novembre 2009. Relation: LAC/2009/46201. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 10. November 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009147410/837.

(090178548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2009.

P.H.I.P. International Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5445 Schengen, 50, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 115.950.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schwebsange, le 20 octobre 2009.

Pour P.H.I.P. International Sàrl

International Consulting Worldwide Sarl

2, rue de la Moselle

L-5447 Schwebsange

Signature

Référence de publication: 2009146184/15.

(090176733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Manu Concassage S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 19, avenue Dr. Gaasch.
R.C.S. Luxembourg B 96.390.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009146181/10.

(090177353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Lux Concassage Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4818 Rodange, 19, rue Dr. Gaasch.
R.C.S. Luxembourg B 139.289.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009146182/10.

(090177352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Kordall Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4737 Pétange, 50, rue Pierre Hamer.
R.C.S. Luxembourg B 92.699.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009146183/10.

(090177350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Futsal Club Sparta Esch, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4108 Esch-sur-Alzette, 26, route d'Ehlerange.
R.C.S. Luxembourg F 8.142.

STATUTS

Constituée sous la forme d'une association sans but lucratif entre les soussignés:

- 1 Daniel Marques, président, demeurant à Rumelange, 121, rue d'Esch (L-3721)
2. Andrea Spigarelli, vice-président, demeurant à Schifflange, 21, rue Michel Rasquin (L-3874)
3. Ricardo Marques, directeur sportif, demeurant à Esch/Alzette, 7-9, rue Dicks (L-4081)
4. Micael Da Silva, secrétaire, demeurant à Esch/Alzette, 26, route d'Ehlerange (L-4108)
5. Xiaobo Xu, trésorier, demeurant à Dudelange, 5, rue de la Rivière (L-3549)
6. Edgar Da Cruz, membre, demeurant à Differdange, 19, rue Pierre Frieden (L-4560)

Titre 1^{er} . Dénomination, Siège, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présents une association sans but lucratif sous la dénomination FUTSAL CLUB SPARTA ESCH, dans le sens de la loi du 21 avril 1928.

Art. 2. Son siège social est établi à:

F.S.C. SPARTA ESCH, C/O Micael Da Silva, 26, route d'Ehlerange, L-4108 ESCH/ALZETTE

Art. 3. Sa durée est illimitée.

Titre 2. Objet, But

Art. 4. L'association a pour objet la pratique et le développement du football en salle, la propagation par tous les moyens des idées sportives, l'établissement de liens d'amitié entre ses membres et ceux d'associations poursuivent le même but, l'organisation de manifestations sportives, le louage, l'acquisition, l'aménagement et l'exploitation d'un ou de plusieurs terrains de sports, d'une buvette, d'un immeuble et l'accomplissement de tous actes quelconques se rattachant à cet objet et pouvant faciliter l'accomplissement de l'objet social.

Art. 5. Pour atteindre son but, elle peut créer, gérer, reprendre toutes œuvres, faire toutes acquisitions opportunes et prendre d'une manière toutes initiatives quelconques poursuivant le même but.

Titre 3. Membres

Art. 6. L'association sportive FUTSAL CLUB SPARTA ESCH se compose:

- a. de membres actifs;
- b. de membres associés ou socios.

Sont membres actifs les joueurs licenciés à l'association. La qualité de membre actif est conférée par le C.A. Les membres actifs et associés de l'association jouissent des droits et avantages prévus par la loi du 21 avril 1928. Le nombre de membres actifs et associés de l'association est illimité mais ne peut être inférieur à dix (10).

Peuvent être admis:

- comme membres actifs les personnes payant une cotisation de 25 €.
- comme membres associés ou socios les personnes payant une cotisation annuelle à 10 €.

Titre 4. Admission, Démission, Cotisations

Art. 7. Toute personne manifestant sa volonté d'adhérer à l'association en observant les présents statuts, peut devenir membre associé. Le C.A. décide souverainement des adhésions des membres actifs et membres associés. Le refus d'admission ne doit pas être motivé.

Art. 8. La qualité de membre se perd:

- a. par démission écrite adressée au C.A.
- b. par non règlement de la cotisation annuelle au premier avril
- c. par radiation suivant l'article 12 de la loi du 28 avril 1928

Les membres démissionnaires ou exclus et les ayants droit d'un associé démissionnaire n'ont aucun droit à faire valoir sur l'avoir social et ne peuvent réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 9. Contre paiement de la cotisation il sera délivré à l'associé une carte membre. Contre présentation de cette carte l'associé jouit dans les assemblées et lors des manifestations sportives et réunions amicales des droits que lui confèrent les présents statuts et ainsi que des avantages spéciaux fixés par le C.A.

Titre 5. Administration

Art. 10. L'association est administrée par un Conseil d'Administration (C.A.). Celui-ci comprend entre 5 et 9 membres.

Les candidats à un poste d'administrateur doivent être âgés de 18 ans, jouir des droits civils et politiques, et être membre de l'association au moins depuis une année à la date de l'assemblée générale de leur candidature.

Tout membre, dont la radiation du comité a été prononcée en exécution des dispositions de l'art 8 des présents statuts, ne pourra plus poser sa candidature lors d'une élection quelconque de l'association. Il ne pourra être dérogé à cette disposition que sur décision de l'assemblée générale prise avec deux tiers des suffrages.

Les candidatures pour un mandat d'administrateur doivent être adressées au président de l'association au moins 5 jours ouvrables avant l'assemblée générale.

Les membres du C.A. sont élus en un tour de scrutin par l'assemblée générale, à la majorité simple des voix exprimées. En cas d'égalité le président du C.A. décide.

Art. 11. La durée du mandat des administrateurs est de 2 ans. Leurs fonctions expirent par démission ou révocation par l'assemblée générale. Le C.A. peut par cooptation pourvoir aux vacances qui se produiront dans son sein au cours de l'exercice. Les membres cooptés n'ont pas le droit de vote et finissent le mandat de ceux qu'ils remplacent.

Art. 12. Le C.A. désigne en son sein un président, 1-2 vice-présidents, un directeur sportif, un secrétaire général et un trésorier. Ainsi que, s'il y a le besoin, jusqu'à 4 autres membres sans fonction mais avec le droit de vote. Les fonctions de président et de trésorier ne sont pas cumulables. Le C.A. peut attribuer à ses membres des fonctions exigées par les besoins de l'administration et de la gestion de l'association. Le C.A. peut créer des commissions spéciales, composées d'administrateurs ou non. Un règlement d'ordre interne, établi par le C.A. fixe les attributions, droits et devoirs des commissions.

Art. 13. Le C.A. se réunira sur convocation du président ou de secrétaire chaque fois que le réclame l'intérêt de l'association, mais au moins une fois par mois. Le président devra convoquer une réunion du C.A. à la demande écrite d'un administrateur.

Art. 14. Le président dirige les travaux de l'association, il préside les débats du C A et des assemblées et veille à la sauvegarde des statuts. En cas d'empêchement il est remplacé par un des vice-présidents ou à défaut, il sera désigné un remplaçant pour cette occasion par les administrateurs présents.

Art. 15. En général les décisions sont prises par simple majorité des voix des membres présents lors d'une réunion du C.A., le vote du président l'emportant en cas de parité de voix. Aucune décision ne devra être voté ou prise dans l'absence du président.

Art. 16. Le droit de signature est attribué au président. Elle engage valablement l'association.

Art. 17. Le secrétaire rend compte des délibérations du C.A. et rédige les procès-verbaux des assemblées. Il tient un registre y afférent et il a la charge de la correspondance. En cas d'empêchement du secrétaire le C.A. désigne un remplaçant.

Art. 18. Le trésorier désigné par le conseil d'administration est chargé de la gestion financière de l'association.

Art. 19. Les ressources de l'association se composent notamment:

- des cotisations des membres;
- des recettes sur les billets d'entrée;
- des subsides et subventions;
- des dons et legs;
- de tous les revenus et intérêts généralement quelconques.

Art. 20. Le conseil d'administration a les pouvoirs d'administration et de gestion les plus étendus par la marche des affaires; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou par les statuts est de sa compétence. Il peut ester en justice.

Art. 21. Le C.A. peut, sous sa responsabilité déléguer ses pouvoirs, soit pour la gestion journalière, soit pour des affaires déterminées, à une ou plusieurs personnes, choisies parmi les administrateurs ou en dehors de ceux-ci.

Art. 22. La démission d'un administrateur doit parvenir par lettre recommandée au président de l'association.

Art. 23. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et clôture le 31 décembre. Le C.A. dresse le bilan des recettes et dépenses et le soumet à l'assemblée générale avec le budget pour l'exercice suivant aux fins d'approbation et de décharge.

Titre 6. Assemblée générale

Art. 24. L'assemblée générale a lieu au premier trimestre de chaque année. Elle est régulièrement constituée et elle peut délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Le C.A. devra convoquer une assemblée générale chaque fois que les intérêts sociaux l'exigent.

Art. 25. L'ordre du jour, la date et lieu de l'assemblée générale sont fixés par le conseil d'administration. Il ne peut être statué sur des questions qui ne sont pas à l'ordre du jour.

Art. 26. La convocation à l'assemblée générale se fera par voie d'affichage public ou par voie de presse deux semaines avant la date fixée. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Les associés peuvent se faire représenter dans les assemblées générales. Toutefois l'associé présent ne peut représenter qu'un seul autre associé. Les procurations de représentation doivent être écrites à la main et être déposées au début de l'assemblée générale.

Art. 27. Le bureau de l'assemblée générale est celui du C.A. Le président ou son remplaçant assume la présidence de l'assemblée générale.

Art. 28. Les décisions des assemblées générales sont souveraines. Elles sont prises à la majorité des suffrages des membres présents. Le secret est appliqué si la demande en est faite.

Les membres actifs licenciés au FUTSAL CLUB SPARTA ESCH et les membres associés, qui ont atteint la majorité, y ont droit de vote s'ils sont en possession d'une carte de membre de l'année en cours.

Art. 29. Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

- la modification des statuts;
- la nomination et la révocation des administrateurs;
- l'approbation des budgets et des comptes;
- la dissolution de la société.

Titre 7. Modifications aux statuts

Art. 30. La modification des statuts se fait d'après les dispositions des art. 4, 8 et 9 de la loi du 21 avril 1928.

Titre 8. Dissolution

Art. 31. La dissolution de l'association est prononcée d'après les dispositions de l'article 20 de la loi du 21 avril 1928. En cas de dissolution de l'association pour quelque motif que ce soit, les fonds de l'association, après acquittement du passif, seront affectés à l'Office Social de la Ville d'Esch-Alzette.

Titre 9. Dispositions générales

Art. 32. L'association décline toute responsabilité au sujet des accidents ou incidents qui pourraient se produire à l'occasion des épreuves ou réunions organisées par lui, par ses membres ou sous son patronage.

Art. 33. Tous les cas non prévus par la loi, les statuts et le statut interne sont tranchés par le conseil d'administration, sous réserve de rendre compte à l'assemblée générale.

Art. 34. Les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sont applicables à tous les cas non prévus par les présents statuts.

Fait au Siège Social à Esch-Alzette, le 6 novembre 2009 en 6 exemplaires

Daniel Marques / Andrea Spigarelli / Ricardo Marques / Micael Da Silva / Xiaobu Xu / Edgar Da Cruz
Président / Vice-Président / Directeur Sportif / Directeur Sportif / Trésorier / Membre

Référence de publication: 2009145869/136.

(090176260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Transports Felten Sàrl unipers., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9764 Marnach, 12, rue de Marbourg.

R.C.S. Luxembourg B 92.105.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le liquidateur

Signature

Référence de publication: 2009145800/11.

(090175939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Collections Sculptures et Peintures, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 86.493.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009145623/10.

(090175856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Scherf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 62, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 43.082.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2008 wurde beim Handels- und Firmenregister hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2009145641/10.

(090175813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.

Dental Art Dos Santos s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7240 Bereldange, 87, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 84.289.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Dental Art Dos Santos s.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Signatures

Référence de publication: 2009145699/12.

(090176084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2009.
